

International Associations

activities
congresses *
publications



Associations Internationales

activités
congrès *
publications

IL 69



MENSUEL • 1, rue aux Laines - Bruxelles 1 - Belgique • MONTHLY
21^e ANNÉE - 21st YEAR FEBRUARY 1989 FEVRIER

éditorial

sommaire

contents

EDITORIAL 65

118 ONG demandent la promotion des Droits de l'Homme, par Mme David Cyfer 67

How to buy a city and get prompt delivery, by Carolyn Barta 74

IGO-NGO RELATIONS - RELATIONS OIG-ONG 79

Les contributions de l'Organisation internationale de police criminelle et de l'Union internationale contre le cancer. 87

INTERNATIONAL NGO GROUPINGS 89

NATIONAL NGO GROUPINGS 92

NEWS FROM ASSOCIATIONS - A L'ECOUTE DES ASSOCIATIONS 95

Techniques d'administration - Administrative Techniques 101

CONGRESSALIA 102

Chronique de la Fédération européenne des villes de congrès 106

Chronique de la Fédération universelle des associations d'agences de voyages 107

Chronique de l'Association internationale des traducteurs de conférence 108

Bulletin n° 2 du 5é. Congrès international sur l'organisation des congrès 111

BOOKS RECEIVED — LIVRES REÇUS 117

INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR - New meetings 119

Conditions d'abonnements - Subscriptions Rates 128

Il n'y a pas de quoi être fier ! Ce titre de l'éditorial, du dernier bulletin de 1968 de L'Union internationale des Travailleurs de L'Alimentation résumait de façon frappante un ensemble de réflexions pertinentes sur les droits de l'homme dans le monde d'aujourd'hui. L'année internationale consacrée à ceux-ci par les Nations Unies est à présent terminée, mais, comme l'Année de la Coopération Internationale (1965), elle ne devait être qu'un tremplin pour un effort futur accru. Cette idée est soulignée par le fait de la parution d'une nouvelle revue trimestrielle « Les Droits de l'Homme », dont le sous-titre significatif est « Revue de droit international et comparé ». Une autre invitation à l'action est le texte du rapport général présenté par Mme David Cyfer à la Conférence internationale des ONG sur les droits de l'homme, publié en tête du présent numéro.

There is nothing to be proud about ! This title of an editorial in the last news bulletin of 1968 of the International Union of Food and Allied Workers Associations summarized very clearly a number of comments on human rights in the world today. The international year devoted to this theme under a United Nations resolution is now past, but as with the International Co-operation Year (1965) it should be viewed as a launching platform for further effort in the future. This idea is underlined by the recent appearance of a quarterly journal entitled « Les Droits de l'Homme », of which the sub-title is significantly « Revue de droit international et comparé ». Another call for action appears in the text of the general report of Mrs. David Cyfer to the International NGO Conference on Human Rights which we publish in full in this issue.

COVER

Prince Sadruddin presenting the Nansen Medal 1968 to Bernard Arcens (Senegal) and a posthumous award to the widow of the former ICVA Chairman Charles H. Jordan.

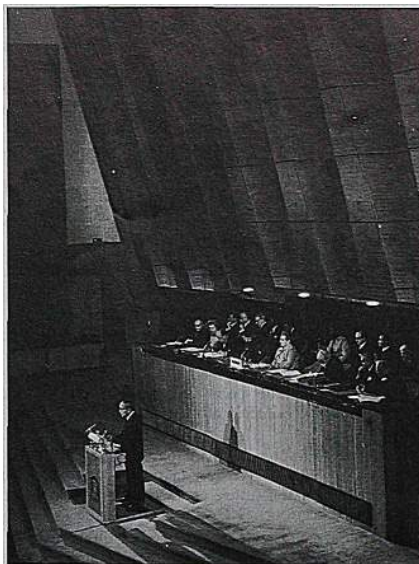
(United Nations)

118 Organisations non gouvernementales demandent la promotion et la protection des Droits de l'Homme.

par Mme David Cyfer

Les représentants de 118 organisations non gouvernementales du monde entier ont consacré une semaine de discussions à l'étude des moyens d'assurer un nouvel élan et une orientation nouvelle à leurs activités se rapportant aux droits de l'homme. La Conférence fut tenue en commémoration de l'adoption à Paris de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme le 10 décembre 1948. Elle était organisée par la Conférence des Organisations non gouvernementales jouissant du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social et le Comité permanent de la Conférence des Organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès de l'UNESCO. Elle tint ses réunions au Siège de l'UNESCO à Paris du 16 au 20 septembre 1968. Les participants au nombre de 275 représentaient un large éventail d'organisations comprenant les associations féminines, les mouvements anti apartheid, les associations catholiques romaines, protestantes, juives et musulmanes, des organisations d'économistes, de juristes, d'éducateurs, de banquiers, de spécialistes des sciences politiques, de travailleurs sociaux, les institutions s'occupant de l'entraide et du secours aux réfugiés, des associations de jeunesse et d'étudiants, de fonctionnaires et les organisations de travailleurs. Etaient également représentés les Comités nationaux pour l'Année des Droits de l'Homme, les Institutions spécialisées des Nations Unies, et les Nations Unies elles-mêmes, deux organisations intergouvernementales régionales, le Conseil de l'Europe et la Ligue Arabe ainsi que de nombreuses délégations permanentes des Etats membres de l'Unesco. Les discussions de la Conférence se déroulèrent dans six groupes de travail qui étudièrent les possibilités d'action sur le plan légal, le plan éducatif, le plan social, les répercussions de la science et de la technologie, de la culture sur les droits de l'homme et enfin les mécanismes de mise en œuvre de la Déclaration sur le plan international.

De nombreuses recommandations furent élaborées par les six groupes et présentées à la séance de clôture des travaux pour transmission aux Associations ayant pris part à la Conférence qui les étudieront et les adapteront à leur activité spécifique. U Thant, Secrétaire Général des Nations Unies prenant pour la première fois sa parole à Paris prononça le discours d'ouverture de la Conférence le



Séance inaugurale de la Conférence internationale des Organisations Non Gouvernementales (ONG) sur les Droits de l'Homme.

De g. à dr. : M. Capitant, Ministre français de la Justice ; Mme J. Sheppard, Présidente de la Conférence des ONG / ECOSOC, New-York ; M. René Maheu, Directeur Général de l'Unesco ; S.E. M. Kenneth Kaunda, Président de la République de Zambie ; Mlle J. Chaton, Présidente de la Conférence ; U-Thant, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies ; M. René Cassin, Président de la Cour Européenne des Droits de l'Homme ; M. V.M. Kabes, Vice-Président de la Conférence des ONG / ECOSOC, Genève ; M. Veil, Président du Comité permanent des ONG, Unesco. A la tribune, U-Thant, Secrétaire Général des Nations Unies.

16 septembre et adjura les organisations internationales non gouvernementales de concentrer leurs efforts vers la ratification des diverses conventions relatives aux Droits de l'Homme.

Il mentionna tout particulièrement la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui lorsqu'elle sera ratifiée par le nombre requis d'Etats, fixera des « obligations juridiques précises » ainsi que, pour la première fois dans la vie des Nations Unies, un mécanisme international de mesures de mise en œuvre ». Un discours indiquant le travail futur des organisations non gouvernementales fut prononcé à la séance de clôture par Dr O. Frédéric Nolde, Directeur de la Commission des Eglises pour les Affaires Internationales au sein du Conseil Oecuménique des Eglises.

Parmi les autres orateurs, il faut citer : Mr René Cassin, Président de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, Sir Egerton Richardson, Ambassadeur de Jamaïque aux Etats-Unis, Mr Marc Schreiber, Directeur de la Division des Droits de l'Homme aux Nations Unies, et Señor Josué de Castro, Président du Centre International pour le Développement, Son Excellence S.S. Ramphal, Attorney Général de

Guyane, Professeur Charles Malik de l'Université américaine de Beyrouth, Président de la 13ème Assemblée des Nations Unies.

Le Président de la Conférence fut Mette Jeanne Chaton membre de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies et Présidente de la 10ème et de la 11ème Conférence des organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès de l'UNESCO et du Comité permanent de cette Conférence jusqu'en juillet 1968.

Mrs John Sheppard est Présidente de la Conférence permanente des organisations non gouvernementales en relation de consultation avec le Conseil économique et social des Nations Unies.

Nous sommes heureux de pouvoir publier dans notre revue, le texte du Rapport général, présenté à la séance de clôture de la Conférence, par Madame David Cyfer, 1ère. Vice-Présidente de la Fédération internationale des Femmes diplômées des Universités.

C'est la première fois qu'une conférence de cette importance a été convoquée par les ONG. Elle s'inscrit dans le cadre des activités prises à travers le monde pour commémorer le XXème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Elle avait pour objectif principal de dégager et formuler pour les ONG les tactiques que pourrait adopter leur action future en faveur de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme. Les orateurs illustres et compétents qui prirent la parole à la séance d'ouverture et à la première séance publique ont fait ressortir combien la formulation de méthodes d'action capables de donner une impulsion nouvelle et un contenu plus concret aux droits énumérés par la Déclaration Universelle répond à un besoin urgent et profond.

Tous firent allusion aux violations flagrantes et répétées dont ces droits ont été l'objet en cette année anniversaire dans tous les continents et dans tous les domaines : oppression par des minorités au pouvoir, conflits et invasions armées, génocides, accroissement du déséquilibre économique mondial, etc... Ils rendirent plus tangibles encore pour les ONG les facteurs qui, entraînant un abaissement de la morale internationale, se sont révélés les plus défavorables au respect et à l'avancement des Droits de l'Homme : sous-développement économique, analphabétisme et ignorance, attitudes d'antipathie, suspicion, peur, traditions, racisme et préjugés de tous genres, immobilisme et conservatisme intellectuels et sociaux

égoïsme national, invocation illégitime du dogme de la souveraineté nationale, emploi abusif de la force dont les gouvernements disposent, violence et instabilité qu'il entraîne.

En matière nationale ou internationale, trop souvent le respect des Droits de l'Homme cède le pas à des considérations de nature militaire, politique ou économique et trop souvent les gouvernements ont tendance à envisager le problème des Droits de l'Homme sous un angle étroitement et égoïstement national.

La Conférence Inter-gouvernementale des Droits de l'Homme, organisée par les Nations-Unies à Téhéran en mars et avril derniers, fut, selon l'expression de Sir Edgerton Richardson, un moment de vérité pour les Nations-Unies. Ses lacunes ont été nombreuses, ses résultats modestes, de sorte qu'il paraît nécessaire actuellement de compter davantage sur les peuples que sur les gouvernements pour poursuivre avec quelque enthousiasme la promotion des Droits de l'Homme et de la dignité humaine. U-Thant, Secrétaire Général des Nations - Unies, a déclaré également que les gouvernements ne peuvent plus faire face seuls aux problèmes graves et nouveaux de notre temps.

L'importance accrue que revêt de ce fait l'action des ONG apparut d'autant plus clairement que Mr. René Cassin établit que le rôle principal des ONG a toujours été de remplir une fonction de relation entre les membres de la communauté nationale ou internationale et les organes officiels. Ce sont elles qui

répandirent les premières le texte et les principes de la Déclaration Universelle et des instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme. Monsieur Maheu, Directeur Général de l'Unesco, a insisté sur la multiplicité des domaines d'action des ONG, la bonne volonté, le zèle et la ferveur humaines qui furent à la base de la création de la plupart d'entre elles. Elles sont donc comme un aspect de la conscience morale des peuples. Selon Mr. Cassin, les ONG remplissent encore deux autres fonctions extrêmement importantes : elles ont une mission d'éducation civique qu'elles remplissent, par exemple, au moyen de publications, congrès et séminaires et, enfin, elles stimulent les organisations officielles de diverses manières, notamment en usant de leur influence pour obtenir des initiatives en faveur de la promotion des Droits de l'Homme ou en créant elles-mêmes des institutions manquantes, donnant ainsi un exemple qui, en cas de réussite, sera souvent suivi par les autorités du pays. La gamme des moyens qu'elles usent dans l'exercice de leur triple mission va donc de la simple étude des problèmes à l'action sociale, en passant par l'information, l'éducation du public et de l'opinion publique et l'action de pression morale sur les autorités au pouvoir.

* *

En ce qui concerne l'action qu'elles peuvent exercer pour la promotion des Droits de l'Homme, il y a sans doute lieu de distinguer entre une action générale de soutien à l'œuvre accomplie en ce domaine par les Nations-Unies,

une action qui couvre la protection et la promotion générales des Droits de l'Homme dans leur ensemble et qui est surtout d'ordre juridique et éducatif, et une action qui se rapporte plus particulièrement à la promotion de certaines catégories de droits particuliers, tels les droits économiques, les droits sociaux ou les droits culturels.

*

* *

L ACTION DE SOUTIEN A L'ŒUVRE DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Cette action a toujours été principalement une action d'information mais elle est susceptible de revêtir également un aspect de pression et il est souhaitable que les ONG prévoient une intensification de cet aspect de leur action.

Tous les orateurs qui se sont succédés à cette tribune ont insisté sur ce point ! U Thant fut le premier à demander aux ONG d'user de toute leur influence, pour obtenir la ratification des conventions et surtout des pactes des Nations-Unies relatifs aux Droits de l'Homme et le Président Cassin voulut faire d'un « Obtenez la ratification des pactes » une sorte de « Delenda est Cartago ». Mr. Josué de Castro insista sur l'urgence de la ratification et l'entrée en vigueur du Pacte sur les droits économiques et culturels et du Protocole à ce pacte.

Il est difficile de comprendre que des gouvernements dont les délégués ont pourtant souvent voté à l'unanimité et après maintes délibérations des instruments internationaux tardent autant à les mettre en pratique. Les raisons de cette lenteur seraient, selon Mr. Schreiber, imputables aux rythmes administratifs, au manque de priorité, au fait qu'une convention ne semble pas utile sur le plan national dans tel ou tel pays. D'autres orateurs furent plus véhéments et accusèrent les gouvernements défaillants de duplicité. Une recommandation formelle est présentée par le groupe IV. Elle demande une fois de plus à toutes les ONG de conjurer les gouvernements de ratifier rapidement les instruments internationaux des Nations-Unies relatifs aux Droits de l'Homme et principalement les Pactes.

*

* *

H. ACTION RELATIVE A LA PROTECTION ET PROMOTION GENERALE DES DROITS DE L'HOMME

1. ACTION EDUCATIVE

Véritable impératif de toute action efficace en faveur des Droits de l'Homme, cette action comporte deux aspects :

- a) l'enseignement théorique et pratique des droits et principes de la Déclaration Universelle,
- b) une éducation morale, dispensée principalement à l'enfance, conforme aux idéaux et à l'esprit de la Déclaration Universelle et qui visera à faire de tout être humain un homme complet et nouveau, parvenu au plein épanouissement de sa personnalité.

C'est sur ce second aspect de l'action éducative que presque tous les groupes de travail sont constamment revenus. Ils l'ont tous jugé primordial. Pour Mr. de Castro, la formation actuelle de l'Homme est plutôt une déformation; la nécessité s'impose d'une éthique qui remplace la barbarie sociale et le culte du progrès.

L'homme doit être amené à développer non seulement ses qualités intellectuelles, son jugement, son esprit critique, son imagination mais son sens des responsabilités et de la fraternité humaine ainsi que son caractère.

Le groupe I a étudié ce problème et celui de l'enseignement des Droits de l'Homme. Il a estimé que celui-ci devait se faire dès le plus jeune âge et à tous les degrés et devait viser spécialement à l'abolition de l'esprit de discrimination, ce qui implique une soigneuse élimination de tout soupçon de racisme et chauvinisme tant des manuels scolaires que de l'esprit des enseignants.

Les adultes seront également entraînés à connaître et à « vivre » les droits de l'Homme, spécialement par les moyens de communication de masse. Quelle sera l'action des ONG ? Une action directe par enseignement personnel ou moyens de communication de masse dans les écoles et dans le public. Les gouvernements devraient être encouragés à leur laisser dans ce domaine toute liberté d'action. Elles veilleront à ce qu'il soit fait un usage très étendu de ces moyens dans le monde pour diffuser la doctrine des Droits de l'Homme et également à ce qu'il en soit fait un usage honnête et objectif. Elles chercheront à établir un dialogue entre les enseignants d'un part et, d'autre part, les responsables de la presse, la radio, la télévision et le cinéma.

2. ACTION JURIDIQUE

En matière de protection juridique des Droits de l'Homme, l'action des ONG sera surtout une action de vigilance, et de pression mais aussi une action d'étude et d'information.

Au niveau national, elles veilleront à ce que les dispositifs des législations nationales soient adaptés aux dispositions des instruments internationaux en matière de Droits de l'Homme et à ce qu'un appareil judiciaire indépendant assure leur protection effective, même contre les abus éventuels du pouvoir. Elles dénonceront les pratiques vicieuses, informeront les individus de leurs droits et des moyens de les faire valoir.

Plusieurs orateurs, dont Mr. René Cassin, ont souhaité qu'elles puissent enfin obtenir le droit de recevoir communication des rapports des gouvernements relatifs à l'application des Droits de l'homme.

tive, même contre les abus éventuel du pouvoir. **Au niveau régional**, l'utilité de commissions et cours de justice n'est plus discutée depuis l'exemple de la Commission Européenne des Droits de l'Homme. Les ONG feront campagne pour encourager les citoyens d'autres régions à accepter l'idée de créer

également des pactes régionaux et fortifier les conventions régionales là où elles existent. Dans le cas particulier de la convention européenne, des directions d'action précises leur sont indiquées par le rapport du groupe II.

Une étude a été suggérée; celles des facteurs sociaux et politiques auxquels, dans chaque pays ou région, sont imputables les violations des Droits de l'Homme.

Au niveau international de la protection juridique, qui fit l'objet des préoccupations du groupe IV, deux sentiments principaux ont orienté les débats : a) le regret de constater que, 20 ans après l'adoption de la Déclaration Universelle, il n'existe, sur le plan international, aucune instance à laquelle puissent s'adresser ceux dont les droits ont été violés; B) la certitude que les ONG ont une responsabilité dans ce domaine et doivent poursuivre leurs objectifs sans se contenter de demi-solutions empiriques. Elles continueront donc à militer en faveur de la création d'une Cour Internationale des Droits de l'Homme et d'un tribunal de conscience qui dénoncera devant l'opinion publique les crimes majeurs contre l'Humanité. Elles demanderont également que soit enfin acceptée par l'Assemblée Générale des Nations-Unies la proposition de création d'un Haut Commissariat aux Droits de l'Homme. Le rapport du groupe IV fait état de diverses autres propositions pour renforcer la protection des Droits de l'Homme au niveau international, par exemple celle de créer un organe spécial chargé de visiter les prisons et d'enquêter sur les cas d'esclavage. Le groupe IV a considéré comme un des résultats les plus positifs de la Conférence de Téhéran sa résolution attirant l'attention des Nations-Unies sur l'insuffisance des conventions humanitaires relatives à la protection des civils, blessés et prisonniers dans les cas de conflits armés.

Un des orateurs a suggéré l'étude de la notion de souveraineté nationale, l'examen des cas dans lesquels l'invocation de celle-ci peut être jugée légitime et des cas où elle est abusive et n'a pour but que d'éviter tout contrôle international que lui imposerait une autorité donnant cependant toutes garanties d'objectivité et d'indépendance.

3. LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION RACIALE

Il s'agit ici aussi de la protection d'un principe général de la Déclaration Universelle : celui d'égalité et de non discrimination. Le problème de la discrimination raciale avait été traité dès la séance d'ouverture par S.E. Kenneth Kaunda: il a été examiné à une séance plénière subséquente. On sait

la situation tragique existant à cet égard en diverses parties du monde. Il a été estimé cependant que la conscience sociale s'était éveillée à ces injustices et que, d'autre part, la création de justes sociétés multi-raciales s'était avérée possible en plusieurs endroits du globe et spécialement en Amérique latine. Elle exige une protection spéciale pour ceux qui pourraient encourir des discriminations, l'élimination de la crainte et des préjugés. Une ONG spécialisée, il est vrai, dans l'étude des problèmes juridiques a joué un rôle déterminant pour leur établissement en Guyane.

L'action des ONG sera variée dans le domaine de la discrimination raciale : nous ne reviendrons pas sur l'action éducative, la plus importante en ce domaine, mais citerons la dénonciation objective et tenace des abus, la démonstration de leur injustice et de l'absence totale de fondement quelconque. Cependant on a fait valoir que le racisme est une passion irréductible à la raison et qu'il conviendrait d'étudier minutieusement les facteurs qui l'engendrent et les moyens de le combattre. On a proposé, à ce sujet, des réunions de groupes d'études multi-raciaux, des groupes de voyage, de discussion etc... De la position anti-raciste des ONG dérive leur antipathie fondamentale pour les injustices commises dans les pays qui pratiquent l'apartheid. Une recommandation, présentée par le Fonds International de Défense et d'Aide pour l'Afrique du Sud est intervenue à ce sujet.

III. ACTION POUR LA PROMOTION DE CERTAINES CATEGORIES DE DROITS

1. DROITS, ECONOMIQUES ET SOCIAUX

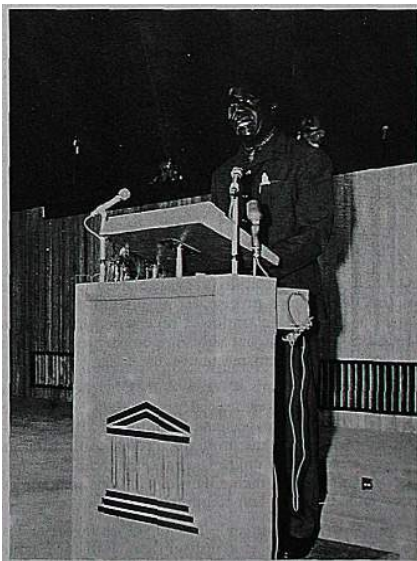
C'est le caractère élémentaire de ces droits, base de la jouissance de tous les autres droits, qui a été soulignée tout d'abord ainsi que leur méconnaissance dans 2/3 des pays du globe. Mr. Josué de Castro a imputé celle-ci au retard de développement de l'homme sur celui du progrès technique qui l'incite à des dépenses fabuleuses en armements au moment où une guerre atomique équivaldrait à un suicide de l'humanité. Il a appelé les ONG à lutter pour ce qu'il a appelé les trois « D » : développement, désarmement, décolonisation.

Les panellistes du groupe, qui représentaient les syndicats, les producteurs agricoles et l'Alliance Coopérative ont démontré l'importance que jouent,

depuis longtemps, de tels organismes dans la protection notamment du droit au travail et des droits syndicaux. Ils ont dénoncé de nombreux abus et insuffisances : chômage (des jeunes surtout), inégalités de salaire (frappant surtout les femmes), accidents de travail trop nombreux, congédiements abusifs de syndicalistes et, dans le domaine agricole, absence de planification, baisse du niveau de vie, exode rural.

Les ONG pourront jouer un rôle utile en informant et alertant la conscience publique, en agissant tant au niveau national qu'au niveau international, pour combattre les préjugés et les conservatismes émotifs. Elles useront de leur influence auprès de leurs gouvernements pour qu'ils modifient des structures économiques périmées qui, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, empêchent un développement harmonieux des droits économiques et la possibilité pour tous de contribuer au développement de la communauté.

A l'échelle nationale on militera pour une meilleure formation et orientation professionnelle, une formation constante, une promotion de l'emploi. A l'échelle internationale pour que les états définissent ensemble une stratégie mondiale du développement.



S.E. M. Kenneth Kaunda. Président de la République de Zambie, parlant des impératifs de la dignité humaine, (Photo Unesco/C. Bablin)

Le groupe 3 s'est occupé du

2. CADRE DE L'ACTION SOCIALE POUR LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

Dans ce groupe, l'accent a été mis sur le mot « Action » : action au niveau local qui commence par l'éducation de l'entourage immédiat, action au niveau national qui pénètre dans les foyers, dans les plus petites communautés, recherche le contact et la connaissance directs des problèmes. Cette action, au niveau local, ne doit pas être téléguidée : la population doit être aidée à s'aider elle-même; au niveau national elle doit s'opérer en collaboration avec les pouvoirs publics.

Les ONG sont nombreuses à s'occuper d'action sociale, surtout dans les pays où les gouvernements ne peuvent seuls faire face à l'immensité des problèmes et où tous les citoyens doivent être amenés, dans la mesure où ils le peuvent, à assumer une partie des tâches qui s'imposent. Même en des pays déjà développés, elles peuvent jouer un rôle de précurseurs, par exemple en matière de loisirs, de planification familiale, etc...

Elles ont été appelées à rationaliser et coordonner leur action, à coopérer davantage et mieux avec les pouvoirs publics et ce dès le stade préliminaire de l'élaboration des plans d'action sociale, à accroître leur recrutement et utiliser davantage le potentiel de la jeunesse, à former des homologues et des cadres dans les pays en voie de développement.

L'action sociale est un service mutuel, une action conjointe, qui s'apprend par la pratique : sa philosophie doit s'appliquer à tous et ne pas reposer sur le sacrifice des uns pour les autres.

3. DROITS CULTURELS

On sait que le droit à la culture n'est pas encore défini de manière précise et que, depuis la proclamation de la Déclaration Universelle, les valeurs relatives à ce droit ont subi une constante évolution et acquis un dynamisme nouveau.

Le groupe 6 a mis l'accent sur la richesse et la diversité des cultures, les valeurs résidant en chacune d'elles, l'utilité des échanges culturels. Il a particulièrement traité du droit des groupes minoritaires à conserver leur culture, pratiquer leur religion, parler leur langue, même dans des nations structurées qui souhaiteraient leur assimilation.

Ce groupe a recommandé aux ONG de favoriser les échanges culturels et d'utiliser leur influence pour obtenir de leur gouvernement des garanties sérieuses pour que les cultures des minorités soient protégées et puissent se développer librement.

Il les a encouragées à montrer une vigilance particulière pour dépister et dénoncer les manifestations de commercialisation de la culture, spécialement par l'utilisation abusive de moyens de communication des masses.

Elles accompliront une action d'information utile en diffusant aussi largement que possible les documents de base en matière de droits culturels, notamment les publications de l'UNESCO à ce sujet et le compte-rendu du séminaire des Nations Unies sur la société multiraciale (Ljubljana, 1965) et de la réunion de juillet dernier à Paris sur les Droits culturels en tant que Droits de l'Homme.

Enfin un sujet a été spécialement recommandé à leur attention : l'étude des causes du malaise actuel de la jeunesse, particulièrement parmi les étudiants.

4. REPERCUSSION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE SUR LES DROITS DE L'HOMME

En cette matière, relativement peu explorée, se posent bien des nouveaux problèmes qui, eux aussi, dérivent du retard du développement éthique sur celui de la science et de la technique.

Le groupe 6 a entendu des exposés sur :

- a) le droit à la santé, qui est loin d'être appliqué de manière satisfaisante en tous les endroits du globe, car sous-développement social va généralement de pair avec sous-développement économique et malnutrition;
- b) sur l'utilisation appropriée de la technologie et la science afin d'éviter l'appropriation de celle-ci par un groupe humain au détriment des autres; et ce tant en matière militaire qu'en matière économique;
- c) sur les possibilités nouvelles affectant le comportement humain en relation avec les Droits de l'Homme, par exemple les préjugés raciaux et ceux de sexe.

On a signalé les menaces que constituent les grands centres urbains, la pollution de l'atmosphère, la réduction de la biosphère et deux recommandations ont été présentées : l'une demandant un plus grand respect de la nature, dans l'intérêt même du droit à la vie et à la santé, l'autre appuyé la résolution 3 de la Conférence de Téhéran invitant à l'étude des problèmes que pose le développement de la science et de la technique. Il est clair, en effet, que l'action des ONG en ces matières devra se borner à l'observation, la recherche, l'étude et, éventuellement, l'information.

*
* *

A la dernière séance publique de travail il a été entrepris de déterminer avec précision les principaux impératifs de progression dans le domaine des Droits de l'Homme, que nous pouvons opposer aux facteurs de dégradation énumérés aux premières pages de ce rapport,

Naturellement, il fut reparlé, avant tout, de la nécessité d'intensifier et répandre les valeurs éthiques mondiales pour promouvoir le respect de ces valeurs, d'accroître l'enseignement des morales qui sont à la base de toute religion et la considération pour les valeurs morales reconnues dans chaque société. Mais aussi de la nécessité de réhumaniser l'Homme : la morale des Droits de l'Homme est une morale humaniste.

Actuellement des théories scientifiques ou qui se disent telles font de l'homme le produit inéluctable de facteurs prédéterminants, tels l'hérédité et l'environnement. D'autre part, l'homme, mis au fait chaque jour de monstruosités lointaines ou proches auxquelles il ne peut porter nul remède, se forge une bonne conscience en condamnant les coupables. Or l'Homme n'est ni un animal prédéterminé ni un ange chargé de juger ses semblables : il garde un certain libre arbitre, une part de responsabilité. Les Droits de l'Homme sont ceux de cet Homme là et ils lui appartiennent en propre. Ils sont universels : un ouvrage rédigé pour l'UNESCO par le Professeur J. Hersch vient de le démontrer en reproduisant des textes de tous les temps et tous les endroits du monde qui recèlent des traces évidentes d'une philosophie innée des Droits de l'Homme dans tous les continents et aux époques les plus reculées.

*
* *

Mesdames et Messieurs,

Au cours de ces cinq journées nous avons donné beaucoup d'attention mais nous avons reçu beaucoup d'idées. J'en rappellerai quelques unes encore. Ceux et celles qui ont suivi assidûment ces débats ont pu réaliser mieux que jamais combien les travaux que chaque ONG accomplit dans sa sphère, grande ou petite, relèvent d'une inspiration commune qui n'est, au fond, que le souci de la mise en pratique de tout ou partie de l'éthique de la Déclaration Universelle, combien tous nos efforts sont donc apparentés ou, pour reprendre un mot qui a été souvent employé au cours de cette conférence, quelle interconnexion existe entre eux.

Et ceci n'a rien d'étonnant si l'on songe à l'interconnexion existant entre les différents droits ou catégories de droits énumérés par la Déclaration,

combien ceux-ci sont malaisément séparables, combien, par exemple, l'action du juriste pour leur protection peut intéresser le syndicaliste ou l'économiste et combien celle de l'enseignant ou de l'informateur intéresse tout le monde, combien aussi une violation effectuée en un coin du globe peut se répercuter dans une région éloignée ou même amoindrir la conscience générale.

Cette perception de l'unité des buts de notre action aura sans doute pour résultat d'élargir l'intérêt de chacun pour la promotion de l'ensemble des Droits de l'Homme dans l'ensemble du monde. Il est permis d'espérer que les ONG ne perdront plus de vue la totalité du problème de la réalisation des Droits de l'Homme dont leur action ne révèle que l'un ou l'autre aspect, qu'elles acquerront une éthique de plus en plus générale des Droits de l'Homme, si elles ne l'ont déjà fait.

Ces considérations nous pousseront sans doute à envisager la possibilité d'élargir notre collaboration : l'accroissement de la coopération entre les ONG a été fréquemment recommandé, demandé, appelé par les orateurs et les délégués qui ont pris la parole au cours de cette conférence.

Beaucoup de suggestions ont été faites : on nous a signalé des domaines d'action, des méthodes d'action et même des principes d'action. Parmi les champs d'action proposés, il en est plusieurs, de toute première urgence et importance, qui nous concernent à peu près tous en raison de leur caractère général, par exemple :

- a) une action acharnée et continue en faveur de la ratification des pactes et autres instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme,
- b) une action d'information au sujet des violations graves dont ils sont l'objet dans une situation mondiale désastreuse,
- c) et surtout une action urgente de rééducation de l'Homme, sur les bases d'une éthique internationale inspirée par les principes de la Déclaration Universelle. L'impression nous a été donnée, en effet, que seules les sociétés possédant beaucoup de citoyens influents imbus de ces principes pourront réaliser le respect des Droits de l'Homme et que le monde ne s'y prêtera que dans les mêmes conditions.

Notre sens des responsabilités s'est également accru du fait qu'il nous a été répété que l'on comptait actuellement plus sur les peuples, dont nous sommes une émanation et un intermédiaire, que sur les pouvoirs politiques pour travailler à la promotion des Droits de l'Homme.

Il est certes permis d'espérer que nous relèverons ce défi, ferons et comparerons des plans d'action précis dans l'excellent esprit de coopération qui a régné à cette conférence.

HOW to buy a city and get prompt delivery

Professional convention planners can make or break a hotel. They can make or break a convention city.

For five years, Dallas has been under surveillance by the American Bar Association. Can the city make the grade? Here's the ABA convention pro's analysis.

by Carolyn Barta.

Roger Moreau is coming to Dallas on a king-size spending spree.

He has already done his window-shopping and now he's ready to buy, armed with a list that would overwhelm any large corporation's purchasing agent and totally incapacitate the average housewife.

Moreau is what you might call a conventional man. When he goes shopping, he wears traditional business-gray, vested suits. If he were buying for himself, he might stock his cart with hot dogs, hamburgers, peanut butter and crackers.

But Moreau is also a shopper with exceptionally fine tastes. For seven years, his market place was the world, as a travel expert for American Express. But for the last eight years, he has been strictly a man of conventions, as part of that new profession which has come into being with the growth of huge organizational meetings throughout the country — a professional convention planner.

His job, literally, is to buy a city, and serve it up on a silver platter for the organization he represents, the American Bar Association. As director of meetings for a prestigious international association composed of 130,000 of the most sophisticated, educated and exacting individuals, Moreau must buy only the very best — well-appointed rooms, gourmet menus, top quality entertainment, and prompt and efficient service. And he pays well to procure every item on the list he takes with him into a city's giant supermarket of facilities and services.

While visiting Dallas entertainment facilities recently in preparation for the 92nd Annual Meeting of the American Bar Association which will be staged here August 9-14, 1969, Moreau sat over a Sangria and watched a fashion show as he checked items, off a mental list, he must procure.

— From 5,000 to 6,000 hotel and motel rooms for the convention's average attendance of 14,000.

— Some 200 meeting rooms that must seat up to 2,000 persons.

— Decorators to set up booths and lay out exhibit space.

— Transfer companies to move and store equipment.

— Printers to provide a daily bulletin, schedule of events and invitations to special parties.

— Security guards for Dallas Memorial Auditorium for 10 days on a 24-hour basis.

— Business machines, office furniture and supplies for running convention business.

— Women to man registration desks.

— Audio-Visual equipment rentals...photographers...catering service...chartered busses...flowers...signs...telephone service...and even drivers for 16 private cars. It's not the kind of buying that's done in a day. Moreau's job is so mammoth that he actually begins five years ahead of time. Dallas was booked in October, 1964, for the ABA meeting, and future bar conventions are booked through-1978. "We have to plan ahead with such a large group," Moreau explained. "There are only certain cities

that *can* adequately take us." To determine these cities, Moreau scans the country. Before any city is approved, he has combed it carefully. "I look at everything. That means from meeting rooms in the Southwest Legal Center (on the Southern Methodist University campus) to going out to Six Flags Over Texas, looking at the Market Center complex, going to the big hotels and the smaller ones." Moreau checks on new hotels under construction and actually inspects hotel rooms in present facilities, spending at least four or five days in a city on an initial visit.

His conclusion here? "Dallas has got it," the 44-year-old executive now based at ABA headquarters in Chicago said. Dallas has the ability to

provide everything on the shopping list and "is especially good in public spaces, with a great variety in size and appointment of meeting rooms."

The logistics of planning a big convention are not simple. The first and second years after a convention is booked are devoted to building a host advisory committee from the local bar association.

"From then on, it's coming to the site, talking to the chairman and committee, developing a long-range program. Then you come back and look at the facilities to see if they are kept up, and to stay abreast of promised additional buildings, like the Fairmount and Hilton Inn."



The new Dallas Convention Center which is scheduled to open in December 1970. It will actually run a little larger than originally planned.

In Dallas, it's down to the final countdown now. The ABA's 91st meeting has been concluded in Philadelphia, so Moreau can devote almost all his time to Dallas business. This month, or in early October, Moreau will bring several members of his staff to Dallas to prepare housing sheets on 15 or 16 hotels for taking reservations and making room assignments. They also will assign the various ABA sections and organizations to meeting rooms. With all its affiliated organizations, committees, and sections, Moreau pointed out, the ABA actually is 31 conventions under one umbrella, spread all over town.

"There has to be someone to control spaces. I'm the one who puts the program together, gathers the information and assigns the space, is responsible for the timing, and then dovetails the entertainment into the actual meeting program," Moreau said.

ABA has a lavish entertainment schedule, and bachelor Moreau must arrange 16 dinner dances, 45 separate luncheons and 45 breakfasts, in addition to working out arrangements for special events such as those he staged in Philadelphia — an orchestra champagne fashion show for 1,400 women, a house and garden tour, visits to museums, and a cattle auction visit and swim parties for the youth group.

"We like to keep everybody busy, the men at meetings and the wives and children at entertainment," the head planner said.

By February of 1969, Moreau will have put an entertainment program together with the Dallas host committee. Already he has inspected such facilities as the Dallas Theater Center, State Fair Music Hall, Fair Park, shopping centers, restaurants and private clubs, to be used for a number of smaller parties.

Some of Moreau's largest expenditures go for parties. The annual President's Reception and dance might run as high as \$18,000 for up to 5,000 persons.

He might have another 2,300 at the annual ABA dinner dance, which costs members and wives \$15 each for the finest in cocktails, food, wine and music. In addition, there are the smaller parties, which might range in price from \$1,500 to \$4,500 for 30 to 200 persons.

How does he do it? "You live with it 365 days — and nights," Moreau said. "Yes, sometimes it even keeps me awake; such things as 150 menus to select, the price of tickets, printing of tickets, color of table linen and arrangement of tables. Details...a thousand details."

Moreau also approves every exhibit that accompanies ABA's annual meeting and makes sure the exhibitors are serviced. What does all this mean to Dallas? It's easy to see that it means a lot of money, money that turns over and changes hands many times. The ABA is one of the larger and more lucrative conventions to come to Dallas, but it's only one of an average of 400 meetings — national, regional, state and local — and markets and trade shows that might come to town during a year.

In 1967, more than 750,000 delegates to meetings deposited \$90,714,000 here, according to Chamber of Commerce Convention Bureau manager Ray Bennison. The estimate for 1968 jumps to more than \$100 million, making this year the biggest one yet.

Half the job of the Convention Bureau is to book these meetings. The other half is to serve the conventions, both in planning stages and while they are in full swing. Bennison described it as the "middle man" function, working with both the association and services on the local level. "We try to take as much load off the association executive as possible," Bennison said, by helping with such matters as transportation, room contracts and registration. The bureau arranged for more than 70 registration personnel for the Lions International convention in July, which brought into Dallas during a one-week period an estimated \$6 million from 34,000 delegates.

Each delegate spends an estimated \$50 a day for an average three and a half day convention, according to a Chamber of Commerce survey conducted in cooperation with the International Association of Convention Bureaus. ABA delegates are expected to spend even more.

In his busy convention bureau office, in the Dallas Chamber of Commerce suite in the Fidelity Union Tower, Bennison talked about Moreau and his work.

"His job is pretty much representative of what has to be done, and he is representative of the type of man who is convention manager of professional organizations such as bankers, medical and educational groups. He's well-traveled, just back from an ABA meeting in Europe. And he has great insight into the convention business and the people on the other end, the restaurant, hotel people. He understands the problems on the other side of the fence."

Bennison has spent enough time with Moreau to know well his personal choices on all kinds of things, from Johnny Walker Red Label Scotch

to popular and semi-classical music. His favorite dish is strawberries, his favorite color is blue. He's a man of fine tastes, good wine and good food," Bennison said, although Moreau confided that after a heavy out-of-town schedule of tasting nothing but gourmet foods, he is apt to want a hamburger, hot dog, or just plain peanut butter and crackers.

Dallas' expert on conventions also talked about the importance available services play in making a city one Moreau would be interested in booking for an ABA convention. "There's a lot of difference in having a florist who can provide a corsage or small table decoration and one who can provide extensive, elaborate decorations for a ballroom or auditorium. The same thing is true with printers, equipment rental, and other services," Bennison said.

Marty Seartz, florist, bears out Bennison's observations. For the American Nurses Association convention in May, Swartz had to provide one New York hospital with 15,000 yellow roses, as well as make 15-foot-tall arrangements to decorate the stage at Dallas Memorial Auditorium.

With goatee, mustache and an ascot around his neck, Swartz exudes the appearance of an artistic man who does more than \$30,000 in convention business, in addition to his regular floral work. Like several other florists in Dallas, Swartz is equipped to decorate both exhibits and functions, and can set up floral decorations for more than 100 individual tables for a luncheon or banquet.

"A small convention registration-wise might be a large one flower-wise," Swartz noted, pointing to the medical groups, funeral directors, and soft drink bottlers as some of the biggest flower users.

One of the purchases Moreau will make when he comes to Dallas this month is his printing purchase. "How much printing I will do here depends on the price. If I can get it as cheap or cheaper than in Chicago, I will have it done locally."

Dallas has some 300 printers, most of whom regard convention jobs as plus business. Storm Printing handled a job in the neighborhood of \$50,000 for the General Conference of the Methodist Church, which brought 6,000 delegates to all hotels and Dallas Memorial Auditorium in April and May.

This group had daily proceedings recorded and printed, and at the end of the convention, each attendee carried off a thick volume that held

every public word uttered during the conference. Storm printed the programs, committee reports, special meeting agendas, and worked around the clock to have the daily proceedings printed by 7 a.m. each morning from copy provided at 7:30 p.m. the preceding day. It goes without mentioning that this was a sizeable job, so big that a half dozen other typesetters and printers got part of the business on a subcontract basis. The economic impact of conventions is apparent in a variety of businesses. At the Lions convention, there was something in the area of \$25,000 in photo work, part of which was contracted locally. Prints are generally made available to conventioners by the official photographer, who charges about \$2.35 per print. If only half of the 30,000 attending the Lions meeting purchased a photograph, that would put the sales volume over the \$30,000 mark. Some Dallas businesses sole existence depends on convention and trade show business. One such firm is Freeman Decorating Company which does in excess of \$1 million annually by designing exhibit booths, providing stages, furnishings and other props, and complete party decorations for conventions. "Our livelihood depends on conventions," says Freeman vice-president John Gebhard. A walk into Gebhard's office reveals immediately the importance of conventions to this company. Spreading across one wall is a card file which takes the place of the usual office paintings or photographs. All of Freeman's "convention regulars" are represented on an individual card, which has its own space on the wall, bearing the name of the show, the date and the location. In an adjoining room, built specifically for meetings with people like Roger Moreau, other association executives and hundreds of individual exhibitors, are sample rental draperies, art work of shows done, and a library of floor plans of convention halls across the United States. Without today's conventions, relates Gebhard, who opened Freeman's one-man office here in 1951, the company would probably only have about 10 regular employees, instead of 50. In addition, Freeman has a list of 1,000 part-time temporary employees — firemen, postmen, -policement, military men, others who want to work nights and weekends for extra pay. One woman is employed for the exclusive purpose of telephoning people on the call list, getting workers for a quick move-in. For the Lions convention, Freeman constructed an auditorium stage 80 feet wide by 50 feet

(continued on page 112)

relations
entre les organisations intergouvernementales
et non-gouvernementales

relations
between intergovernmental organizations
and international non-governmental organizations

COUNCIL OF EUROPE

In 1968 a meeting of the Ministers' Deputies of the Council of Europe undertook the triennial re-examination of the international non-governmental organization consultative status system. The Committee of Ministers communicated the results of this examination to the Consultative Assembly and the NGOs in question. The following text is the Introduction to this report of 56 pages which may be obtained from the Distribution Department of the Council of Europe (Doc. 2370 of the Assembly).

1. Consultative status was introduced in 1952, at the request of certain non-governmental organisations, following the practice of other international organisations, in particular the Economic and Social Council of the United Nations, ILO, FAO, UNESCO and WHO. In February 1954 the Committee of Ministers, following the example of UNESCO consultative status, with the Assembly's approval, laid down general principles and conditions for relations between the Council of Europe and non-governmental organisations. The text, which was revised in 1960 and amended in 1966, is given in Appendix I. Paragraph 11 provides that "the Committee of Ministers shall re-examine every three years the list of organisations having consultative status".

2. In 1964 the Committee of Ministers held the first of these triennial re-examinations. It subsequently sent a communication to the Assembly on the working of consultative status. The 1966 amendment was a result of the Assembly's reply to that communication.

3. At present 25 non-governmental organisations have consultative status in Category I and 76 in Category II. About 15 applications are under consideration.

During the 15 years since consultative status was introduced, its working has been examined on several occasions. It has proved that co-operation is generally satisfactory, where it takes place. Relations with those international non-governmental organisations that represent an organised and dynamic part of public opinion are of undoubted value to the Council of Europe. Every organisation with consultative status receives a wealth of documentation on the Council's Work and the information contained in that documentation is passed on by the organisations in question to their members by means of their publications.

Furthermore, such organisations are consulted regularly, or as far as their powers permit, when certain questions are under study by organs of the Council of Europe or the Secretariat.

This fruitful co-operation contributes to the achievement of the aims laid down in the Statute of the Council of Europe.

4. A succinct analysis of the activities of organisations with consultative status follows: This survey, based on information supplied by various departments of the Council of Europe, indicates whether those organisations fulfil their undertakings and shows the extent of co-operation between each organisation and the Council of Europe in the last three years.

The analysis reveals that in most cases organisations with consultative status meet their commitments to the Council of Europe satisfactorily. The great majority of them exchange documentation regularly with the Secretariat of the Council. All organisations receive "Ici l'Europe", "Forward in Europe", and official Assembly documents; some also receive other documents selected by the Directorates concerned. The organisations invite the Secretary General to send representatives to their conferences and congresses, and in the spheres in which they operate they publicise the Council's initiatives and achievements. In addition, they regularly send Observers to Sessions of the Consultative Assembly, and consultation within Assembly committees is frequent. Some organisations take part in meetings of committees of experts.

On the other hand, a number of organisations do no more, once they have been granted consultative status, than occasionally send Observers to Assembly Sessions or forward a publication. The question then arises whether they are still meeting the conditions laid down in the rules for relations between the Council of Europe and non-governmental organisations. According to the Secretariat's survey, the cases of nine organisations, which in the list are numbered 11 and 12 (Category I); 8, 15, 17, 19, 31, 41 and 49 (Category II), merit examination.

5. The number of new applications for consultative status led the Standing Committee of the Assembly on 18th November 1966 (AS/Per (18) PV 2, page 9) and the Bureau of the Assembly on 24th April 1967 to consider what assistance was really given to the activities to the two organs of the Council of Europe by those 100 or so organisations that have consultative status, and to ask themselves whether a number of such organisations did not seek consultative status for mere reasons of prestige. The fear was expressed that consultative status would be cheapened if granted to too many ineffective organisations. To avoid this the idea was put forward that, when examining the list of organisations every three years, the Committee of Ministers should withdraw consultative status from those that had not complied with the specific undertakings laid down in paragraph 4 of the text on Relations between the Council of Europe and Non-Governmental Organisations.

6. While sharing the concern of the Standing Committee and Bureau of the Assembly, the Secretariat considers that for the time being it would be preferable to take one step at a

time and not withdraw consultative status immediately. In general, organisations perform conscientiously the duties imposed upon them by consultative status. Some of them may indeed feel that consultative status does not really fulfil the hopes it aroused at first. Its better implementation depends as much on the organs of the Council of Europe as on the non-governmental organisations themselves. It is for the Council organs concerned to show those organisations that are to some degree passive the way towards more active co-operation with the Council. The Secretariat, which has always attached very great importance to close contact with non-governmental organisations, does not think immediate and rigid enforcement of the rules in the case of the nine organisations mentioned in paragraph 4 would be advisable. It considers it would be desirable first to remind them by letter of their duties and undertakings towards the Council and invite them to comply with the conditions laid down in paragraph 4 of the rules.

CONSEIL DE L'EUROPE

Statut consultatif

Depuis le 1er janvier 1968, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a attribué le statut consultatif aux ONG suivantes :

Catégorie I

- Fondation pour les centres européens langues et civilisations (Eurocentres).

Catégorie II

- Alliance internationale des femmes: droits égaux, responsabilités égales ;
- Conseil international des infirmières ;
- Bureau international pour la répression de la traite des êtres humains.

Droits de l'Homme

Depuis 1966, la Direction des Droits de l'Homme organise régulièrement des réunions auxquelles participent des représentants des Organisations non-gouvernementales bénéficiant du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe, et s'intéressant particulièrement au problème des droits de l'homme. Dans le courant de 1968, de telles réunions ont eu lieu le 2 février et le 27 septembre. Ces réunions ont été consacrées à une discussion sur les programmes prévus par les différentes Organisations en vue de la célébration de l'Année Internationale des Droits de l'Homme, 1968, et à la coordination en Europe des diverses manifestations et autres mesures prises à cet effet. A chaque réunion, ont pris part les organisations non-gouvernementales mentionnées ci-après:

- Amnesty International
- Association Européenne des Enseignants
- Association Internationale des Jeunes Avocats (1)
- B'Nai B'Rith
- Comité International Catholique des Infirmières et Assistantes Médico-Sociales
- Commission Internationale de Juristes
- Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens.
- Confédération Internationale des Syndicats Libres
- Congrès Mondial Juif
- Conseil Consultatif d'organisations Juives
- Conseil International des Femmes.
- Conseil International des Femmes Juves (1)
- Fédération Internationale des Droits de l'Homme.
- Fédération Internationale des Fonctionnaires Supérieurs de Police.
- Fédération Internationale Libre des Déportés et Internés à la Résistance.
- Fédération Internationale des

Professeurs de l'Enseignement Secondaire Officiel.
Fédération Mondiale des Anciens Combattants
Fédération Mondiale des Associations des Nations Unies (1)
Ligue Internationale des Droits de l'Homme.
Office Catholique d'Information sur les Problèmes Européens

(1)

Union Européenne Féminine
Union Internationale des Femmes (1)

(1) Cette Organisation ne bénéficie pas encore du Statut Consultatif auprès du Conseil de l'Europe.

Contributions des ONG

Domaine Culturel

- Campagne d'Education civique européenne: Organisation de stages d'études et de perfectionnement à Edimbourg (mars), Luxembourg (avril), Bruges (septembre) et Frascati (novembre) éducation civique européenne et méthodes d'enseignement.
- Conseil des Fédérations Industrielles de l'Europe: Organisation de stages d'études, histoire, géographie, langues vivantes.
- Fédération des Maisons de l'Europe: organisation de stages d'études européennes, éducation civique.
- Journée Européenne des Ecoles: organisation de stages d'études européennes, l'Europe et ses institutions.
- The European Atlantic Movement: organisation d'un Séminaire « The Changing Pattern of the Western World » à Oxford (septembre).
- Association Européenne des Enseignants : Organisation de stages d'études européennes, littérature.
- Langues vivantes :
 - Fédération Internationale

des Professeurs de langues vivantes: Organisation de stages de perfectionnement pour professeurs de langues vivantes.

- Association Internationale de Linguistique Appliquée: Etudes et séminaires sur des problèmes d'enseignement supérieur et de recherche dans le domaine des langues vivantes.
- Association Internationale d'Editeurs de Linguistique Appliquée: distribution des publications de la série «Langues vivantes en Europe» (CCC/AIDELA).
- Bureau Européen de l'Education Populaire: création de certificats et de diplômes de langues vivantes pour adultes.
- Eurocentres, Zurich: organisation de stages d'information et de perfectionnement pour enseignants de langues vivantes dans l'éducation des adultes.
- Conférence des Instituts Universitaires de Traducteurs et d'Interprètes (Genève): coordination des travaux de recherche terminologique.

— Publication par l'organisation régionale européenne de la C.I.S.L. d'une étude intitulée: «Syndicats et Loisirs des travailleurs».

— Publication par le Conseil Européen des Comités Nationaux de jeunesse d'un Livre Blanc intitulé «Fondation Européenne de la Jeunesse».

Domaine Economique et Social :

1. Comité International Catholique pour les Migrations (C.I.C.M.)

Le Comité International Catholique pour les Migrations est

régulièrement représenté aux réunions du Comité des Conseillers et son Secrétaire Général a écrit deux articles dans la revue « Migration News » pour illustrer les activités du Comité des Conseillers et du Comité des Autorités Uniques, chargés du recouvrement des sommes dues au titre d'obligation alimentaire.

2. Comité des Eglises auprès des travailleurs migrants en Europe Occidentale

Le Comité des Eglises auprès des travailleurs migrants en Europe Occidentale a fait parvenir au Conseil de l'Europe le résultat d'une enquête qu'il a effectué pour son compte sur le retour des travailleurs migrants dans leur pays d'origine ainsi que des observations au sujet de trois projets de recommandation concernant respectivement les logements sociaux des travailleurs migrants et la participation des travailleurs migrants à la vie de l'entreprise et leur retour dans le pays d'origine.

3. Organisation Internationales des Employeurs (O.I.E.)

Pendant la période considérée, cette organisation a été représentée à deux réunions du Comité des Conseillers et en cours de séance, son représentant a exprimé l'avis de cette organisation sur la recommandation concernant la participation des travailleurs migrants à la vie et l'entreprise et sur les solutions proposées par le Représentant Spécial en matière d'obligation alimentaire des travailleurs migrants.

4. Union Internationale des Associations Patronales Chrétiennes (U.N.I.A.P.A.C.)

Cette organisation a été régulièrement représentée aux

réunions du Comité des Conseils et elle a fourni des suggestions et des observations écrites sur les trois projets de recommandation concernant: la participation des travailleurs migrants à la vie de l'entreprise, le logement des migrants et leur retour dans le pays d'origine.

5. Organisation Régionale Européenne de la Confédération Internationale des Syndicats Libres.

Confédération Mondiale du Travail (anciennement Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens)

Ces organisations ont été régulièrement représentées aux réunions du Comité des Conseillers et leurs représentants ont, à maintes reprises, fait connaître leurs avis sur les activités de ce Comité en vue d'améliorer la situation matérielle, juridique, et sociale des travailleurs migrants.

6. Association européenne des agences de publicité (Zurich)

A l'occasion de la 1ère réunion du Groupe de Travail sur la Protection des Consommateurs traitant de la Publicité Trompeuse, cette organisation a apporté un concours important en fournissant une étude détaillée des lois et réglementations en vigueur en ce domaine dans plusieurs pays membres du Conseil de l'Europe.

7. L'Association européenne des Agences de publicité

a assisté en qualité d'observateur aux deux réunions du

groupe de travail sur la publicité trompeuse qui se sont tenues aux mois de mars et d'octobre 1968.

8. L'Organisation internationale des unions de Consommateurs (La Haye) et la Chambre de Commerce internationale

ont participé à titre d'observateurs aux réunions des deux groupes de travail sur la protection des consommateurs: «Publicité trompeuse» et «Educatif et information».

9. L'Union internationale pour la Conservation de la nature et de ses ressources (Morges)

a envoyé un observateur à la 7ème session du Comité européen pour la Sauvegarde de la nature et des ressources naturelles.

SANTE PUBLIQUE

Les contributions des ONG concernant la santé publique pour la période en référence ont été les suivantes:

Un rapport sur «L'action préventive contre les caries» présenté en juin 1968 par le Dr. H. Colin Davis, de la Fédération Dentaire Internationale, Londres.

Ce rapport sera examiné par le Comité européen de santé publique lors de sa 5ème session, du 25 au 28 mars 1969.

Un mémorandum sur le «Transfert des corps» présenté en juillet 1968 par l'Association de Thanatologie Bruxelles. Ce document a été examiné par un Groupe de travail chargé d'étudier ce sujet lors de sa 1ère réunion du 5 au 8 novembre prochain.

Un mémoire et un projet de Convention relatifs au «Transfert des Corps», présentés en septembre 1968 par l'Union des Pompes Funèbres, Vienne. Ce document a été examiné par un Groupe de travail chargé d'étudier ce sujet lors de sa 1ère réunion du 5 au 8 novembre.

Un mémorandum sur la nécessité d'uniformisation des études et la reconnaissance des diplômes des techniciens (nes) de laboratoires médicaux, présenté en septembre 1968 par la présidente sortante de l'Association internationale de Techniciens de laboratoires médicaux, Strasbourg. Les suggestions contenues dans ce document ont fait l'objet de discussions lors de la 1ère réunion, tenue à Strasbourg, du 9 au 12 octobre par le Groupe de travail chargé d'étudier ce sujet.

La Ligue des Sociétés de la Croix Rouge a invité l'équipe des titulaires de bourses de recherches coordonnées du programme 1968 à tenir leur 2ème réunion à Genève, au siège de la Ligue, du 9 au 12 septembre dernier. Cette invitation a beaucoup facilité à l'équipe l'étude de son sujet: «Structure et organisation de la prévention des accidents de la route (aspects médicaux du problème)».

DOMAINE JURIDIQUE

A. Travaux achevés (1er janv.-30 sept. 1968)

1. Convention européenne sur la protection des animaux en transport international. L'initiative de cette Convention est due à une Recommandation de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe en date du 22 septembre 1961 qui préconisait

son élaboration sur la base d'un projet préparé par la Fédération Mondiale pour la protection des animaux. Au comité d'experts gouvernementaux chargés d'élaborer cette Convention, étaient d'ailleurs représentés, à titre d'observateurs, la Fédération susmentionnée, l'Office central des transports internationaux par chemin de fer, l'Union internationale des chemins de fer, l'Association des transports routiers, l'Office international des épizooties et l'Union européenne des commerces du bétail et de la viande. La Convention sera ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe à l'occasion de la 43ème session du Comité des Ministres qui se tiendra à Paris en décembre 1968.

2. L'Union internationale du Notariat latin a contribué, par des documents de travail et des observations écrites, à l'élaboration de la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger, qui a été ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe le 7 juin 1968.

B. Travaux en cours durant la période envisagée

1. L'Office international de la vigne et du vin a participé, en qualité d'observateur, aux travaux du Comité de Hauts Fonctionnaires pour les vins et les spiritueux chargé d'élaborer une Convention européenne sur la libre circulation et sur la protection des appellations d'origine des vins et spiritueux.

2. L'Institut international des brevets est invité à assister,

à titre d'observateur, aux réunions du Comité d'experts gouvernementaux en matière de brevets qui s'occupe actuellement de l'institution d'un système de bourses dans le domaine de la propriété industrielle, de la révision de la Convention européenne de 1953 relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevets et de certains problèmes posés par l'application de la classification internationale des brevets d'invention, établie sur la base de la Convention européenne de 1954 en cette matière.

3. La Compagnie européenne des assurances a contribué, par des observations écrites, aux travaux du Comité d'experts gouvernementaux en matière de responsabilité civile des automobilistes, aux réunions duquel elle assiste par ailleurs à titre d'observateur.

4. La Fédération internationale des bourses de valeur et la Fédération bancaire des Communautés européennes participent, à titre d'observateurs, aux travaux du Comité d'experts gouvernementaux pour l'élaboration d'une Convention européenne concernant les titres au porteur volés ou perdus.

5. La Chambre internationale de commerce participe comme observateur aux réunions du Comité d'experts gouvernementaux sur le lieu de paiement des obligations monétaires; elle lui a également soumis des observations écrites au sujet des travaux en cours.

6. Les travaux en matière d'enregistrement des testaments bénéficient d'un rapport de l'Union internationale du

semblée Consultative du Conseil de l'Europe.

7. L'Association internationale des bibliothèques de droit prépare, pour le compte du Conseil de l'Europe, des guides nationaux des bibliothèques de droit des Etats membres du Conseil.

8. En collaboration avec un Sous-Comité d'experts gouvernementaux du Conseil de l'Europe, l'Institut international de Terminologie juridique et administrative à Berlin prépare des glossaires en anglais, en français et dans une certaine mesure en allemand sur quelques matières juridiques.

9. La Fédération internationale des agences de voyage a soumis des documents de travail au Comité d'experts intergouvernementaux en matière de formalités de frontière.

10. Une trentaine d'organisations non gouvernementales et instituts ont été invités à envoyer des observateurs à la Conférence des Doyens des Facultés européennes de Droit, qui se tiendra à Strasbourg du 20 au 23 novembre 1968.

11. Les organisations ci-après assistent, à titre d'observateurs, aux réunions du Comité européen pour les Problèmes criminels, organisme chargé de la coordination et de la promotion des travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine du droit pénal et de la criminologie, ainsi qu'à celles de la Conférence de Directeurs d'Instituts de Recherches criminologiques, qui s'occupe de l'échange d'informations et de la coordination des recherches en matière criminologique: Service international de Défense sociale,

Fondation internationale pénale et pénitentiaire, Société internationale de criminologie, Association internationale de Droit pénal, Howard League of Penal Reform, Or-

ganisation internationale de Police criminelle. Cette dernière contribue également aux travaux des comités d'experts gouvernementaux dans le domaine de la valeur

internationale des jugements répressifs, de répartition des compétences en matière pénale, des infractions routières et de la criminalité des travailleurs migrants.



Cour européenne des Droits de l'Homme.

De gauche à droite : M. A. Holmback-Suède, M. R. Cassin, Prix Nobel de la Paix 1968, - France, M.A. Verdross-Autriche.

(Photo Conseil de l'Europe)

**LA PARTICIPATION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES
A L'ELABORATION DE CONVENTIONS INTER-GOUVERNEMENTALES**

(Suite de notre série d'exemples de contributions apportées par les ONG.)

**ORGANISATION INTERNATIONALE
DE POLICE CRIMINELLE - INTERPOL**

L'Interpol a coopéré avec le Comité Européen des Problèmes Criminels du Conseil de l'Europe pour l'élaboration des conventions suivantes :

- convention européenne d'extradition, du 13 décembre 1957.
- convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, du 20 avril 1959.
- convention européenne pour la répression des infractions routières, du 30 novembre 1964.

Cette organisation a également coopéré avec les Nations-Unies au sujet de la convention unique sur les stupéfiants (1961). Pour ces conventions, l'Interpol a participé activement par des travaux antérieurs d'information, l'assistance à des réunions officielles de préparation, des interventions orales. Les problèmes de police posés par les infractions au Droit Aérien International ont également retenu l'attention de l'Organisation Internationale de Police Criminelle.

Au cours de diverses conférences organisées par l'O.A.C.I. (Organisation de l'Aviation Civile internationale), elle a pris part à l'élaboration de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs. Cette convention entrera en vigueur lorsqu'elle aura été ratifiée par 12 Etats. Voici les buts essentiels des interventions de l'Interpol, tels qu'ils ont été définis dans un article de sa revue, (n° 186, mars 1965, p. 81) :

- 1) Elargir le champ d'application de la Convention en la rendant applicable aux infractions aux lois pénales commises à bord des aéronefs (et pas seulement aux infractions et aux actes considérés comme dangereux pour la sécurité à bord, comme le prévoyait le précédent projet).

La rédaction de l'article 1) est celle qui a été proposée par l'INTERPOL à la Conférence de Rome (août 1962).

- 2) Etendre les pouvoirs du Commandant d'aéronef de façon qu'il puisse intervenir efficacement pendant la durée du vol, notamment en cas d'infraction commise à bord. Toutefois, l'Assemblée de l'O.A.C.I. a repoussé une proposition de l'O.I.P.C. tendant à donner expressément au Commandant le pouvoir de saisir tous indices ou objets susceptibles de constituer des éléments de preuve d'une infraction commise en cours de vol. Elle a également refusé de donner une compétence quelconque au Commandant d'aéronef à l'égard d'un malfaiteur fugitif se trouvant à bord.

- 3) Obtenir que la Convention comporte une disposition concernant l'extradition, c'est-à-dire que les infractions commises à bord puissent donner lieu à extradition et que le " système adopté soit aussi efficace que possible.

L'Union Internationale Contre le Cancer

Le Centre International de Recherches sur le Cancer a été institué sous l'égide de l'Organisation Mondiale de la Santé à la suite de longues négociations auxquelles l'Union a pris, à l'origine, une part active.

En automne 1963, des personnalités françaises ont lancé un appel aux Etats dont les budgets de défense nationale sont les plus importants, leur demandant à chacun de prélever sur ceux-ci une somme de 0,5 pour cent en faveur d'un tel centre.

Le Président de la République Française a aussitôt donné son accord. Le gouvernement français invita les délégués de 6 pays, accompagnés d'experts, à se réunir les 17 et 18 décembre 1963, pour examiner le projet.

Le Président de l'Union Internationale Contre le Cancer était invité à cette conférence comme expert technique.

Le Comité exécutif de l'Union, en sa réunion des 10-12 février 1964 à Mexico, étudia attentivement le projet.

L'Union prit également une part active à la seconde réunion conviée par le gouvernement français les 27 et 28 février 1964.

Du 7 au 9 septembre 1964, l'Union tint une conférence internationale aux fins de déterminer son attitude. Il y fut constaté, d'une part, que l'aide apportée aux recherches sur le cancer variait considérablement selon les pays et, d'autre part, qu'il était urgent d'instituer un organisme qui fournirait aux recherches une aide de grande envergure tant sur le plan national qu'international. Cet organisme serait chargé de répartir les fonds sur la base non seulement de demandes particulières, mais aussi d'enquêtes qu'il ferait lui-même sur les besoins de la recherche dans le monde entier.

Le 20 mai 1965, en vertu des dispositions de l'article 18 de la Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Assemblée de l'OMS a créé, par sa résolution WHA 18.44, un Centre International de Recherches sur le Cancer, qui exercera ses fonctions conformément aux termes de son statut et dont le siège sera Lyon, en France.

Ce Centre est administré par les délégués des Etats membres et par le Directeur de l'Organisation Mondiale de la Santé, dans le Conseil de Direction, et par douze personnalités éminentes en cancérologie, dans le Conseil Scientifique.

L'article 1 du statut dispose que :
« Le Centre constitue le moyen par lequel les Etats participants et l'OMS, en liaison avec l'Union Internationale Contre le Cancer et d'autres organisations intéressées, peuvent coopérer en vue de stimuler et de soutenir toutes les phases de la recherche relative au cancer. »

L'Union suit de près les travaux de ce nouvel organisme intergouvernemental. Depuis, un accord de représentation réciproque a été établi à tous les niveaux, tant administratif que scientifique.



**Faites de votre congrès
une double réussite**

Allez au JAPON

Venez jusqu'au centre de congrès le plus moderne du monde. Tirez profit de toutes les possibilités nouvelles de réunions que vous pourriez souhaiter... Grands hôtels à l'occidentale, salles de conférences... réseau ultra-rapide de communications inter-urbain.

Vous pourrez profiter de tous ces avantages au milieu de sites admirables. Là-bas, vous trouverez des distractions inédites, du sport, des restaurants exotiques, des circuits touristiques organisés et des quartiers à boutiques.

Mettez dans votre jeu le meilleur de l'habileté japonaise et elle œuvrera pour vous.

Pour toute documentation, mettez-vous en rapport avec :

L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS

Japan Convention Bureau

- 2-13 Yurakucho, Chiyoda-ku, Tokyo
- 8 rue de Richelieu, Paris 1^{er}
- Gohlstrasse 22, Frankfurt a/M
- 45 Rockefeller Plaza, New York, N.Y. 10020
- 187 Regent Street, London W. 1
- rue de Berne 13, Genève

International NGO Groupings

The number of international NGOs continues to increase. The new edition of the Yearbook of International Organizations lists 2,417 which represents an increase of nearly 10 % on the previous edition two years ago.

The increasing number of NGOs, and the highly specialised areas with which some of them are concerned leads to a problem of coordination when a number want to work together on some programme in a common field of interest. This problem has resulted in the creation of a number of groupings of international NGOs. These are NGOs which have international NGOs as members.

In future issues of this magazine we shall attempt to highlight the current activities of these coordinating groups. First, however, we thought it would be interesting to find out exactly how many such groups were currently operating. It seems that the last time that we made a systematic effort to do this was in 1957, although we have dealt frequently with the activities of individual groupings during each year.

There are a number of different types of NGO groupings. In 1957, G.P. Speeckaert (*) found the following: non-specialist groups of NGOs (1); major scientific councils (8); trade union and professional groupings (5); specialist liaison groups, consisting of only international member NGOs (10); principally international but also national member NGOs (7); principally national but also international member NGOs (21); consultative conferences and committees (7); and regional federations of international associations (2). This makes a total of 61 international groupings of various types.

The list of currently operating NGO groupings which is reproduced below, was developed from the 11th edition of the Yearbook of International Organizations. Three major categories of organization were defined. These are :

(*) G.P. Speeckaert. Les efforts systématiques de coopération entre organisations internationales non-gouvernementales. « Associations Internationales » 1957, n° 1, pp. 29-36.

Type A ; Groupings in which independent international NGOs collaborate to promote « common interests »;

Type B: Groupings established to promote a particular kind of activity; membership in which is open to international and national NGOs wholly or partially concerned with such activity.

Type C : International NGOs which function as parent body for dependent regional or specialised NGOs.

Some groupings have a complex structure which qualifies them under two or three of the types. In such cases they have been allocated to a type, according to the relative importance of the international, national or dependent member organizations. The reasoning behind such allocations, and some indication of the "coordinative importance" of the grouping may be checked from the three columns of membership figures given after each name in the list.

These indicate :

Column 1 : Number of member international organizations

Column 2 : Number of countries represented by national members

Column 3: Number of dependent regional or specialist organizations.

The case of the International Council of Scientific Unions is even more complex, because the Council itself has dependent organizations which could be considered as Type A organizations in their own right. It also has international members such as the International Union of Biological Sciences which themselves have both independent and dependent members.

There are many grades of membership ranging from full through associate, affiliate, consulting, etc. No attempt has been made to distinguish between them. Membership has therefore been taken in the broadest sense. A number of international NGOs have special

dependent committees to cope with problems posed by the Common Market. The existence of these committees makes the parent body a Type C coordinating organization. Since there were 33, and they constitute a special case, they have not been included.

Type A

Christian Democratic World Union	3	—	2
Common Market Liaison Bureau for the Ceramic Industries	5	—	—
Conference of International Catholic Organizations	38	—	—
Conference of International Non-Governmental Organizations	250	—	Approv-
ed for Consultative Arrangements with Unesco			—
Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the United Nations Economic and Social Council	360	—	—
Conference of World Organizations Interested in the Handicapped	23	3	—
Council for International Organizations of Medical Sciences	58	8	—
Council of European Commercial Federations	24	11	—
Federation of International Associations Established in Belgium	185	—	—
Federation of Semi-Official and Private International Institutions Established in Geneva	75	—	—
International Centre for the Co-ordination of Legal Assistance	?	—	—
International Cinematograph Bureau	4	—	—
International Committee for Social Sciences Documentation	10	—	—
International Container Bureau	13	19	—
International Council of Scientific Unions	7	59	9
— International Council of Scientific Unions Abstracting Board	4	—	—
— International Geophysical Committee	12	—	—
— Federation of Astronomical and Geophysical Services	12	—	—
— Committee on Space Research	10	33	—
— Scientific Committee on Antarctic Research	7	12	—
— Scientific Committee on Oceanic Research	8	32	—
— Special Committee for the International Years of the Quiet Sun	4	—	—
— Inter-Union Commission on Science Teaching	10	—	—
international Council for Philosophy and Humanistic Studies	13	—	—
International Federation for Modern Languages and Literature	8	—	—
International Film and Television Council	36	8	—
Joint International Committee for the Protection of Telecommunications Lines and Ducts	68	—	—
Liaison Committee of Women's International Organizations	9	—	—
Non-Governmental Organizations Committee on Unicef	74	—	—
Union of International Engineering Organizations	16	—	—

Type B

Committee for European Construction Equipment	78	—	
Committee for International Co-operation in Information Retrieval among Examining Patent Offices	4		19
Consultative Council of Jewish Organizations			12
Co-ordinating Board of Jewish Organizations 1 2 _			

Co-ordinating Committee for International Voluntary Service	9	83	—
European Movement	9	15	—
Institute of Transport Aviation	16	58	—
International Bureau of Social Tourism	?	13	—
International Catholic Youth Federation	2	34	—
International Centre for African Social and Economic Documentation	2 89	—	—
International Centre for the Co-ordinating of Legal Assistance	?	—	—
International Committee for Historical Sciences	12	38	—
International Committee on Laboratory Animals	5	26	—
International Confederation of Executive Staffs	3	6	—
International Confederation of Free Trade Unions	19	92	4
International Conference of Social Work	12	42	—
International Council of Sport and Physical Education	22	46	—
International Council of Voluntary Agencies	11	77	—
International Council on Alcohol and Alcoholism	?	41	—
International Council on Archives	?	71	—
International Council on Jewish Social and Welfare Services	3 3	—	—
International Federation of Christian Trade Unions	10	57	4
International Federation for Documentation	11	41	—
International Federation of Library Associations	5 54	—	—
International Federation of Record Libraries	?	?	—
International Federation of Societies of Philosophy	11	35	—
International Music Council	9	41	—
International Red Cross	2	92	—
International Union for Child Welfare	2	48	—
International Union of Biological Sciences	18	35	15
International Union of Geodesy and Geophysics	7	58	—
Nuclear Public Relations Contact Group	6	19	—
Union of International Associations	281	50	—
World Confederation of Organizations of the Teaching Profession	? 89	1	—
World Federation of Trade Unions	11	59	—

Type C

International Association for the Study of the Liver	—	?	1
International Astronautical Federation	—	32	2
International Astronomical Union	—	43	1
International Badminton Federation	—	—	—
	42	1	—
International Bureau of Fiscal Documentation	—	20	1
International Chamber of Commerce	—	40	1
International Chiropractors Association	—	18	1
International Council of Christian Churches	—	26	1
International Cyclists' Union	—	94	2
International Electrotechnical Commission	—	40	1
International Federation of Association Football	—	22	5
International Federation of Senior Police Officers	—	52	1
International League against Rheumatism	—	?	—
International Scientific Radio Union	—	32	1

_ Inter-Union Commission on Allocation of Frequencies	3	—	—
International Society of Cardiology	—	56	3
International Society for Rehabilitation of the Disabled	—	62	1
International Table Tennis Federation	—	86	3
International Union of Pure and Applied Chemistry	—	44	3
International Union of Pure and Applied Physics	—	35	2
International Union of Railways	—	38	5
Universal Esperanto Association	—	83	19
World Alliance of Young Men's Christian Associations	—	48	2
World Billiards Union	—	—	4
World Federation of Democratic Youth —	115	2	—
World Federation for Mental Health	—	53	1
World Organization of Gastroenterology	—	44	2
World Poultry Science Association	—	15	1

National NGO Groupings

Just as the number of international NGOs continues to increase, so does the number of national NGOs. It is almost impossible to give even an approximate indication of how many national organizations there are in the world. In only a few countries is any attempt made to list them systematically, but comparison from country to country is not very instructive. The definition of a national organization is very broad. In some cases a local association may be recognised nationally, simply because no other equivalent body exists in that particular field at the national level. In the United States a general directory currently lists 13,000, but in the United Kingdom existing directories seem to cite figures between 30,000 and 60,000. Figures, including non-national level organizations, give 66,000 as the number in the Seine (Paris) area of France alone. International organizations, and particularly the United Nations, have to work through this multitude of bodies. It would therefore be useful to get some impression of the number of coordinating national organizations within each country — just as it is necessary to concentrate on the coordinating international organizations to understand the structure of world society at that level. This project would involve a great deal of work if done systematically on a world wide basis — which we are not at the moment in a position to do. We propose, therefore, to

try to show for selected countries the number and nature of the national coordinating organizations. This will be done in successive issues of the magazine as the information is obtained.

NGO Groupings in the United Kingdom

Information on NGO groupings in the U.K. has fortunately been collected together by Mr. and Mrs. Ian Gordon-Brown. Since 1961, Mr. Gordon-Brown has been acting as the coordinator for a committee which is setting up an International NGO Centre in London with low-rent office and meeting facilities. He is Executive Director of World Goodwill. The study was originally undertaken during the course of International Cooperation Year (1965) but has unfortunately never been completed. The information obtained has been supplemented with details from a number of other sources and a list of the groupings is reproduced below. The list is not complete and we would welcome information on any additions. Approximately 790 organizations established in the U.K. were found to be members of one or more of the main groupings. Of the 790, 66 were members of 2 groupings, 41 of 3, 12 of 4, 8 of 5, 1 of 6, 1 of 7, 1 of 8 and 2 of 9.

In order to find out whether there was a great deal of overlap in the membership, as has been claimed within the U.K. as an argument against these coordinating bodies, the membership of 14 groupings was analysed to determine what proportion of members belonged to other groupings (of the 14) as well.

The percentage figure given with the membership data of some groupings in the list below indicates the proportion of the membership which is involved with at least two other groupings.

This short study shows that an average of 40 % of the membership of 14 groupings is represented in two other groupings, indicating a certain amount of overlap. This overlap only affects 8 % of the organizations who are members of coordinating bodies, however, 71 % of the organizations attached to coordinating groups are not members of more than one group. This seems to indicate a case of "underlap" rather than overlap, particularly when an unknown number between 30,000 and 60,000 are not even members of one coordinating group.

Member-ship etc.	Observers			% in 2 other groups
Association of British Chambers of Commerce		100	16	—
British National Conference of Social Welfare		65	21	3
British Vigilance Association		26	—	—
Confederation of British Industries		251	—	—
Conference of Missionary Societies in G.B. and N. Ireland		32	—	—
Cooperative Union, Ltd.		740	—	—
East and West Friendship Council		8	16	—
National Council of Social Service		116	107	27
National Peace Council		40	—	30
National Union of Students		—	—	—
Royal Society		—	—	—
Standing Conference of British Organisations for Aid to Refugees		21	5	57
Standing Conference of National Voluntary Youth Organizations		22	25	47
Standing Conference of Organisations of Social Workers		8	—	—
Standing Conference of Overseas Friendship Associations		7	—	100
Standing Conference of Voluntary Organisations Cooperating in Overseas Service		56	—	52
Standing Conference on the Economic and Social Work of the United Nations		45	—	53
Trades Union Congress		172	—	—
United Kingdom Committee for International Cooperation Year (1965)		253	—	15
U.K. Committee for the Freedom from Hunger Campaign		78	—	41
United Nations Association		94	—	23
Voluntary Committee on Overseas Aid and Development		8	—	—
Voluntary Societies Committee for Service Overseas (Lockwood Committee)		6	3	50
World Assembly of Youth (British National Committee)		27	16	59
Yearbook of International Organizations (includes international organizations established in the U.K. — included for comparative purposes, since some are members of national organizations)		194	—	4

News from Associations

A l'écoute des associations

The Executive Board of Unesco, which henceforth will consist of 34 members, elected as its new chairman, Mr. Gian Franco Pompei of Italy.

The Executive Board also elected four vice-chairman : Mr. Joseph Grohman, of Czechoslovakia; Mr. Prem Kirpal, of India; Mr. Daniel Mfinanga, of Tanzania; and Mr. Alberto Wagner de Reyna, of Peru. Mr. Amadou-Mahtar M'Boi of Senegal, was elected Chairman of the Programme Commission, and Mr. Ilmo Hela, of Finland, Chairman of the Finance and Administrative Commission. Mr. William A.C. Mathieson, Deputy-Secretary, Ministry of Overseas Development in the United Kingdom, was unanimously elected a member of the Executive Board to replace until the end of her term of office Dame Mary Smieton who has resigned.

Le Secrétaire général U Thant a annoncé, le 9 décembre, le renouvellement du mandat de M. Paul G. Hoffman, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et membre de l'UAI. Il a également été annoncé que M. David Owen a accepté la prorogation de son mandat de deux ans. M. Owen est Administrateur adjoint du PNUD. Les deux mandats prendront effet au 1er janvier 1969.

M. Hoffman a déclaré que l'influence de l'assistance technique et du préinvestissement au cours de la dernière Décennie est de plus en plus reconnue non seulement par les pays en voie de développement mais aussi par les pays industrialisés. Cela se reflète dans les requêtes de plus en plus nombreuses d'assistance des Nations Unies par l'intermédiaire du PNUD; cela se reflète également dans le désir des principaux pays donateurs et des pays en voie de développement de contribuer des sommes toujours plus importantes au PNUD pour ses projets de développement de ressources, expansion de main-d'œuvre qualifiée, application de la technologie moderne et renforcement des infrastructures et de services gouvernementaux.

(La lettre hebdomadaire des N.U.)

Bertil Bolin, until now Director for International Affairs of the Swedish Confederation of Trade Unions (LO), has been appointed Assistant Director-General of the International Labour Office (ILO). He took up his duties on 26 November.

Bolin has attended the International Labour Conferences since 1962 as workers' delegate from Sweden and has been a member of the ILO Governing Body since 1965.

(ITN)

The Canadian Department of National Revenue has ruled that the International Association of Microbiological Societies is exempt from taxation (Income Tax) as long as it continues to pursue the objects set forth in its Statutes and insures that no part of its income is available for the personal benefit of its members.

(IAMS News letter)

Au cours de ses 80 ans d'existence le Conseil International des Femmes n'a connu que 5 Présidentes effectives: Lady Aberdeen 1893-1936, Marthe Boël 1936-1947, Jeanne Eder 1947-1957, Marie-Hélène Lefauchaux 1957-1963 et Mary Craig Schuller.

C'est au Canada en 1893 où Lord Aberdeen représentait la Reine, que Lady Aberdeen devait rencontrer le CIF. Celui-ci était fondé depuis cinq ans déjà, mais la Présidente et la Vice-Présidente européennes élues en 1888 s'étant récusées, la gestion du CIF avait été assumée par le Conseil américain. 1899 vit le second Congrès quinquennal à Londres et l'organisation définitive de notre mouvement international. Lady Aberdeen devait en être l'âme pendant 37 ans, s'efforçant d'unir les femmes de tous les pays en un effort constructif commun, comme elle avait rallié les femmes de toutes les villes et de toutes les bourgades du Canada. La Baronne Boël avait entrepris de rénover le Conseil belge en 1935, si bien qu'elle avait attiré l'attention du CIF qui l'élut en 1936 pour remplacer Lady Aberdeen. Ce n'était pas là chose facile après un règne de 37 ans. Marthe Boël avait l'autorité, le charme, l'intelligence et le sens politique nécessaires pour mener la tâche à bien avec l'aide d'un secrétariat dévoué dirigé par Mlle van Veen. Ce fut une période de réorganisation financière et administrative et une période d'angoisse aussi car on sentait venir la guerre. Une Vice-Présidente du Conseil, le Dr Renée Girod, la remplaça à Genève pendant la tourmente. Et puis ce fut la reprise des travaux: l'Exécutif de Bruxelles en 1946 et le Congrès de Philadelphie en 1947. La Baronne Boël devait y passer la main au Dr Jeanne Eder, car désormais le mandat présidentiel est strictement limité. Toutes celles qui ont vu à Philadelphie la Présidente sortante transmettre ses insignes de sa charge à la nouvelle Présidente, n'oublieront pas les deux femmes qui ce soir-là se faisaient face, toutes deux d'égale stature, rayonnantes d'intelligence, superbes de dignité humaine.

C'est l'organisation en 1947 d'un congrès de femmes suisses qu'elle présida avec brio qui attira sur Jeanne Eder l'attention du CIF. Le Bureau lui demanda l'autorisation de poser sa candidature à la présidence du Conseil. Elle y apporta un grand amour de la liberté et des valeurs intellectuelles.

et le grand respect de la dignité humaine qui avaient marqué la Baronne Boël. Ce fut une Présidente à l'esprit clair et large, une travailleuse et une femme de devoir comme celles qui l'avaient précédée. Elle s'employa à effacer des esprits les séquelles de la guerre et à unir les grandes associations féminines internationales.

Avec Marie-Hélène Lefauchaux c'est le souci des pays en voie de développement qui entre au Conseil, car il fut donné à la nouvelle Présidente d'accueillir dans la grande famille du CIF la plupart des jeunes pays indépendants d'Afrique. A son entrée en fonction 37 Conseils étaient affiliés au CIF, à sa sortie de charge ils étaient 56. La collaboration des ONG avec les NU et les rapports Est-Ouest devaient retenir l'attention de ce membre de la première heure de la Commission de la Condition de la Femme de l'ONU et pendant six ans sa présidente. Les nombreux contacts que lui amenaient ses fonctions officielles, ses voyages lointains, devaient considérablement élargir le champ d'action du CIF. Marie-Hélène Lefauchaux avait terminé son mandat en juin 1963, mais elle s'occupait encore activement des contacts du CIF avec ses CN, quand le 25 février 1964, au retour de Mexico, un accident d'aviation mit fin à sa vie. De 1893 à 1963 le CIF eut donc la chance d'avoir à sa tête quatre femmes d'une envergure exceptionnelle, dont Mary Craig Schuller a repris le fardeau avec compétence. Chacune apporta sa pierre à l'édifice. Toutes furent éprises de liberté, respectueuses des droits humains, soucieuses du progrès social, convaincues que celui-ci ne peut s'accomplir que quand la femme se voit reconnaître la plénitude de ses droits pour mieux servir.

(Nouvelles CIF)

The XII General Assembly of the International Council of Scientific Unions (ICSU) met in Paris from September 28 to October 2 and, among other actions, created a new category of membership and authorized the establishment of a Committee on the Problems of the Human Environment as a first step toward initiating a program in this area. The ICSU General Assembly elected the following officers for the next two years: President, V. A. Ambartsumian, USSR; Secretary General, K. Chandrasekharan, Bombay and Zurich; and Treasurer, N.B. Cacciapuoti, Italy. The four vice-presidents are L. Perek (Czechoslovakia), International Astronomical Union; J. Coulomb (France), International Union of Geodesy and Geophysics; C. Chagas, National Research Council of Brazil; and Harrison Brown, National Academy of Sciences.

The newly elected president of ICSU, Professor V.A. Ambartsumian, is the director of the Byurakan Astrophysical Observatory in Yerevan, which he was instrumental in establishing, and he is the president of the Academy of Sciences of the Armenian S.S.R.

The president of ICSU for the past biennium, J. M. Harrison of Canada, presided at the General Assembly. Dr. Harrison automatically becomes the past president and in this capacity will continue to serve on the ICSU Executive Committee.

Au Centre de Paris

dans le quartier le mieux desservi

L'HOTEL LUTETIA ****

(Le Grand Hôtel de la Rive Gauche)

met à votre disposition

le service hôtelier

le plus complet

•
330 chambres rénovées
Restaurant confortable
« Le Borghèse »
Brasserie - Rôtisserie
2 Bars Américain

•
SALONS RENOVES
pour : Réceptions, Banquets,
Conférences, Séminaires

—
UNE CUISINE DE QUALITE

UNE CAVE REPUTEE

UN SERVICE DE CLASSE

•
43-47, Boulevard Raspail
PARIS (VI^e)

Tél. : Littré 44-10 et 45-10

Télégr. : Lutetiaotel

There were some 120 delegates representing the international scientific unions in ICSU, as well as scientific institutions in some 40 countries. During this meeting membership in ICSU was conferred on the International Union of Nutritional Sciences and the National Scientific and Technical Research Council of Turkey. The General Assembly approved an amendment to the Statutes creating a new type of membership, that of Scientific Affiliate. Organizations in this category will not pay dues or have the right to vote but will be able to take part in future General Assemblies and to receive ICSU publications. Organizations which may be eligible for this relationship are those which have overlapping interests with ICSU but are regional in character or include substantial interests outside those of ICSU. The International Federation for Documentation and the Pacific Science Association were cited as possible examples of such organizations.

(NAS News Report)

L'Assemblée Générale de l'Association internationale des Critiques d'Art sur la proposition du Conseil d'Administration a adopté une modification au règlement comportant la formation d'un Comité formé des anciens Présidents de l'A.I.C.A., des Présidents d'Honneur et du Président en exercice qui constitue une instance qui se réunit à chaque Assemblée Générale et toutes les fois que la nécessité s'en présente pour apporter son soutien et son concours à la bonne marche de l'Association.

(Bulletin AICA)

Plusieurs conducteurs de taxis ont été autorisés à apposer sur leurs voitures une plaque spéciale indiquant aux touristes étrangers leur possibilité de s'exprimer en différentes langues, afin de pouvoir les aider et les informer. Ils ont passé à cet effet un examen prouvant leur capacité à soutenir une conversation en anglais, en français, en espagnol.

Il leur a été également remis des sacs contenant le matériel nécessaire pour apporter les premiers soins aux malades ou accidentés. Dans ce but également, ils ont suivi des cours spéciaux et ont passé un examen. Ces deux initiatives sont dues respectivement au Syndicat municipal du Tourisme et à l'Office d'Hygiène de l'Administration de la ville de Rome.

(Bulletin d'information,
Union des Capitales de la Communauté Européenne)

The International Hotel Association met last November in San Francisco. A full report of the congress will appear in our next issue.

The retiring President, Mr Emile Hendrickx, of the Century Hotel and the Excelsior Hotel in Antwerp was made a member of honour of the Association in recognition of his services.

Mr Hendrickx's successor is American hotelier, Mr Corneal J. Mack of Washington's Mayflower Hotel, and Vice-President of the Hotel Corporation of America. M Marcel Bourseau, President of the National Union of French Hotels since 1948, was elected Deputy-President. Two Vice-Présidents were also elected: M Jean Armleder of the Hotel Richemonde in Geneva, and Mr Lauri Sarkia owner of the Helsinki Hotel, Helsinki, President of the Finnish Hotel and Restaurant Association.

(International Hotel Review)

M. Charles-André Schusselé, de Genève, a été nommé Directeur des Relations internationales et de la Recherche à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, ainsi que l'a annoncé, le Secrétaire général de la Fédération, M. Henrik Beer.

Durant vingt-trois ans, M. Schusselé a collaboré aux activités de la Croix-Rouge de la Jeunesse au sein du Secrétariat de la Ligue où il a exercé, pendant seize ans, les fonctions de Directeur du Bureau de la Croix-Rouge de la Jeunesse.

Mr. Jean Brück, ancien Secrétaire général de la Fédération Internationale des Syndicats Chrétiens d'employés, techniciens, voyageurs et cadres, ancien Directeur du Fonds de Solidarité Internationale de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens (CISC), élu Secrétaire général adjoint de la CISC en juin 1967, est désigné comme Secrétaire général ad intérim en janvier 1968 et, en octobre 1968, est élu Secrétaire général par le XVI^e Congrès de la CISC, qui prend le nom de CMT — Confédération Mondiale du Travail.

Mr. Carlos Custer, ancien Secrétaire Syndical National et Membre Titulaire de la Commission Paritaire Nationale du Syndicat de l'Industrie du Verre d'Argentine, est le nouveau secrétaire général adjoint de la CMT.

(Labor)

UNISIST is now the official name for the World Science Information System. The feasibility of such a system is being studied by a joint committee of the International Council of Scientific Unions (ICSU) and Unesco. According to this committee, the ICSU-UNESCO Central Committee to study the feasibility of UNISIST. UNISIST is neither an acronym nor an abbreviated name. The Central Committee held its second meeting in Paris, July 23-25, 1968 to receive reports of the working groups. The third meeting is scheduled for January 21-23, 1969.

(Scientific Information Notes)

Un projet d'accord international, déjà discuté par le Comité exécutif de la Fédération internationale des Musiciens lors de sa dernière réunion, a reçu l'approbation de ses membres

à l'occasion d'un vote par correspondance. Il fixe un ensemble de conditions pour la participation aux transmissions internationales de programmes TV diffusés par les membres de l'OIRT (Organisation internationale de Radio et de Télévision) des musiciens, acteurs et artistes de variétés affiliés par le canal de leurs organisations nationales à l'une des Fédérations internationales FFF (FIA, FIM, FIAY). Un accord aura ainsi été réalisé pour la première fois en faveur des artistes exécutants dans les pays de l'Est européen.

(Service de presse FIM)

Les Secrétaires généraux de la Confédération internationale des Syndicats libres et de la Commission internationale des Juristes se sont rencontrés à Bruxelles le 17 décembre 1968 afin de procéder à un échange de vues et d'envisager la possibilité d'entreprendre des efforts en commun pour sauvegarder les droits humains. La C.I.S.L. était représentée par son Secrétaire général Harm Buitert et la C.I.J. par son Secrétaire Sean McBride. La discussion qui embrassa de nombreux sujets porta notamment sur la situation en Espagne, au Portugal et ses colonies, en Grèce et au Brésil. (Service de Press et de Radio. C.I.S.L.)

Un accord récemment signé à Londres, sous les auspices de l'Organisation internationale de normalisation, va permettre à huit pays gros producteurs de livres, de réaliser de substantielles économies. Les huit pays intéressés — Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Suisse — ont en effet adopté le principe d'un système normalisé de numérotation des livres, qui est déjà utilisé avec profit en Grande-Bretagne pour les transactions entre éditeurs, dépositaires, distributeurs et libraires.

Pour identifier chaque livre, ce nouveau système, dû au professeur Foster, de Trinity College, Dublin, utilise un code de dix chiffres — le premier indiquant le pays ou la langue d'origine, le dernier étant un repère de contrôle pour l'ordinateur — ce qui supprime dans toutes les transactions commerciales la nécessité de citer le titre de l'ouvrage, et les noms de l'auteur et de l'éditeur. Cette numérotation normalisée simplifie considérablement les opérations de commandes et de stockage réglées par un ordinateur. Cependant, elle peut également être utilisée avec profit par les entreprises les plus modestes.

(Informations Unesco)

A working committee of the Unesco-sponsored Intergovernmental Oceanographic Commission is planning a world-wide oceanic information and forecasting service, known as the Integrated Global Ocean Station System (IGOSS). The committee is composed of representatives from Canada, Federal Republic of Germany, France, Japan, Netherlands, Norway, Ukrainian SSR, USSR, United Kingdom and the

Bordeaux - Vins

7, rue Pasquier — Paris 8^e

Tél. 265.39.86

•
André BEAUBLÉ

tient à votre disposition

Vins fins sélectionnés

Grands crus

et

Millésimes rares

Envois dans le monde entier

•
Champagne

Vieilles eaux de vie

Liqueurs

Apéritifs

WHISKIES

United States: the chairman is Dr. John P. Tully, a leading Canadian oceanographer. Also interested in the work of the committee are the United Nations Food and Agriculture Organization, the World Meteorological Organization and the International Telecommunication Union.

As now envisaged, IGOSS should meet the demands of various categories of users; shipping, coastal warning services, fishermen, health authorities and the millions who use the sea for recreation.

All data gathered by IGOSS will be available for research purposes, and IGOSS itself is expected to support large research efforts. Observations will be of particular interest to meteorologists who need to learn the temperature of the upper layers of the ocean where future weather seems to be "stored".

To gather data, IGOSS will rely on a variety of sources: shore stations, lightships, manned platforms in the sea, ocean weather ships, automatic buoys, drifting islands of ice, satellites, research ships, co-operative merchant and naval vessels, and aircraft.

(International Hydrographie Bulletin)

The merger of the World Alliance of Reformed Churches and the International Congregational Council will take place at a joint assembly in Nairobi, Kenya, from August 20 to 30, 1970.

The WARC, Founded in 1875, has 110 member churches, the ICC has 19.

After years of preliminary discussion a joint committee was appointed in 1964 to implement the will of both organizations and to draft a constitution. The decision to unite was taken at a meeting of the joint executive committees in Uppsala last July, after a majority vote by member churches in favour of the union. The new organization will have an estimated membership of more than 60 million people in 75 countries.

(EPS)



NICE CAPITALE DE LA COTE D'AZUR

CENTRE MONDIAL DES CONGRES met à votre disposition

- Un Palais des Congrès pouvant recevoir 20.000 personnes
- Vingt salles de capacités diverses
- 300 hôtels totalisant environ 12.000 chambres
- D'innombrables possibilités d'excursion et de distractions

Au centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales, NICE est la ville idéale des Congrès

... en toutes saisons ... pour tous les goûts ... pour toutes les bourses

Pour tout renseignement et toute documentation complémentaire :

SYNDICAT D'INITIATIVE : 32, rue Hôtel-des-Postes - Tél. 85.25.25 - Telex 46042

TECHNIQUES D'ADMINISTRATION !

Relations publiques

Une initiative de la Fédération européenne des Associations des instituts de crédit.

Le Comité des Relations Publiques a mené une enquête auprès des associations nationales, membres d'Eurofinas, sur la façon dont elles informaient leurs membres et le public de l'évolution de la profession et des services rendus dans le domaine du crédit à tempérament.

Le Comité croit utile de faire une synthèse des différents moyens mis effectivement en œuvre par chacune des associations interrogées. Il ressort des renseignements recueillis que l'information peut être :

a) interne :

elle s'adresse alors surtout aux membres de l'association et elle s'exprime par des circulaires, des rapports périodiques, l'organisation de cours, des réunions et dîners annuels, etc...

b) publique :

dans ce cas, elle s'adresse aux autorités, à la presse; elle s'exprime par la mise en place de comités, réunions, etc...

c) générale :

c'est-à-dire qu'elle s'adresse aux membres, aux autorités, à la presse et au public. Elle s'exprime par des périodiques publiés par les associations nationales ou en leur nom, par des statistiques, interviews à la télévision, distribution de documents aux écoles, collèges, universités, etc...

Internes

1. Lettres circulaires aux membres traitant des problèmes divers, d'intérêt général
2. Lettres circulaires, occasionnelles, aux membres, traitant de problèmes déterminés survenant soudainement ou d'événements d'actualité, par exemple :
— changements dans la politique gouvernementale
— questions de barèmes, etc...
3. Rapports périodiques de l'Association comprenant des articles sur l'évolution générale
4. Conférences et cours sur différents sujets à l'intention des membres
5. Séminaires pour les membres, organisés par l'Association sur différents sujets
6. Réunion annuelle des membres, au cours de laquelle les sujets les plus divers sont examinés
7. Déjeuners périodiques
8. Diffusion des brochures et des Newsletters publiées par Eurofinas
9. Diffusion de statistiques particulières

Autorités gouvernementales et membres

10. Création d'un Comité des Relations Publiques chargé de promouvoir les contacts avec les autorités gouvernementales (et souvent avec la presse)

11. Audiences publiques : réunions organisées par les autorités gouvernementales, au cours desquelles les membres sont autorisés à faire connaître leurs points de vue sur l'évolution et sur les prochaines mesures gouvernementales

12. Banquet annuel avec la participation des autorités gouvernementales et bancaires

Généraux

13. Périodiques, publiés par les associations nationales ou en leur nom, distribués en grand nombre :
 - a. pour influencer l'opinion publique sur certains événements
 - b. pour faire connaître l'existence de la profession
14. Statistiques publiées par le gouvernement
15. Articles de presse rédigés par l'Association ou par les membres
16. Colonne réservée à l'Association nationale dans divers journaux
17. Prix (concours) annuel récompensant le meilleur texte sur le crédit, rédigé par des étudiants ou des universitaires
18. Interviews à la télévision par une ou plusieurs personnes participant au débat
19. Distribution de documents aux écoles, collèges, universités

COMMENTAIRES

L'action entreprise par notre Fédération pour informer les Associations nationales des expériences faites dans les autres pays a trouvé un point d'application particulièrement intéressant dans l'étude menée à bien par le Comité des Relations Publiques sur les moyens mis en œuvre par chaque association nationale dans ce domaine si important aujourd'hui. Jusqu'à un passé encore très récent, les chefs d'entreprises étaient divisés sur la question de savoir s'il n'était pas préférable de maintenir autour de nos activités professionnelles la plus grande discrétion possible. Ce débat est aujourd'hui tranché dans les faits, car lorsque les professionnels négligent l'opinion publique, celle-ci, mal informée, réagit très défavorablement en période de crise économique ou politique.

Mais il est bien évident qu'il s'agit aussi d'un problème complexe dans lequel il convient d'éviter toute fausse manœuvre. Et c'est pourquoi il est particulièrement précieux de pouvoir disposer, grâce au travail du Comité Technique d'Eurofinas, à la fois d'une information précise sur les expériences faites dans les autres pays et sur les enseignements que comportent ces expériences.

J-P. KRAFFT
Président
(Eurofinas Newsletter)



Centres de congrès projetés ou en construction

Etant donné les nombreuses demandes d'information reçues par l'UAI, nous donnons ci-après une liste des villes qui ont entrepris ou qui projettent la construction d'un centre de congrès internationaux : Cali (Colombie), Colombo, Corne (Italie), Durban (South Africa), Fresno (Californie), Genève, Londres, Marseille, Mecca (Arabie Saoudite), Paris, Rhodes (Grèce), Riyadh (Arabie Saoudite), Téhéran, Tokyo.

(UA1)

Costing the Conferences

Businessmen are always talking about ways to end that chronic corporate ailment, the time-wasting conference. Now Danish Engineer Soren T. Lyngso,

46, head of a Copenhagen-based industrial instrument firm, has come forward with a conference-room conversation stopper: a sort of electronic tote board that reminds company staffers that talk is far from cheap.

Based on Lyngso's conviction that at least "half the time spent in executive conferences is unproductive," his \$650 "Econometer" continually informs conferees of the rising amount of company treasure, in terms of salaries, expended as meetings go on and on. Programmed with the salaries of the participants, the device starts with the push of a button and, on a wall-mounted scoreboard, flashes a minute-by-minute reckoning of

the conference cost. The more and the mightier the brass, Lyngso explains, "the more power is used, the faster the wheels run and the larger the bill becomes."

A tinkerer who started out in a small basement shop 16 years ago, Lyngso credits the gadget with cutting down the proliferation of meetings that have come with the growth of his own firm, Soren T. Lyngso, Dansk Servo Teknik, to two plants and 160 employees. He finds that the machine starts saving money even before conferences start: nowadays his managers whenever possible skip calling meetings rather than watch the machine add up the cost.

(TIME)



The new Community and Convention Center in Fresno, California. The three-building complex made from Cor-TEN, a special highstrength low-alloy steel developed by United States Street was designed by Robert Stevens Associates Fresno, Calif., and Adrian Wilson & Associates Los Angeles, Calif.



Two of Conference Services Hostesses register a delegate to the Ninth International Leprosy Congress held in Imperial College, London and attended by 568 delegates from 69 countries.

(Telia Photo)

Trois mois de conférence pour une table !

A l'heure où vous lirez ces lignes, la conférence sur la paix au Vietnam aura — peut-être ! — commencé ses travaux. Rien n'est moins certain cependant. Il est parfaitement possible que les négociations en soient toujours au point de savoir quelle forme aura la table de conférence. Carrée, ronde, ovale, en fer à cheval ?

Ce problème — tout irritant qu'il soit — n'en est pas moins important. Le protocole peut paraître absurde et il l'est souvent. Mais sous son insignifiance apparente il cache des réalités politiques importantes.

Admettre sur un pied d'égalité un adversaire à une table de conférence, c'est automatiquement reconnaître son existence et son importance. Accorder une préséance protocolaire c'est presque reconnaître une primauté de fait. Il en fut ainsi de tous temps. Il y a 200 ans Jean-Jacques Rousseau, ironisant sur cette question écrivait :

« Les pourparlers de paix ne sont rien d'autre que des discussions pour savoir si la table sera ronde ou carrée, si la salle aura une ou plusieurs portes d'entrée, si tel ou tel plénipotentiaire tournera ou non le dos à la fenêtre... »

Les choses n'ont pas changé depuis. La question de la table n'est d'ailleurs pas la seule. On discute âprement sur le point de savoir qui entrera le premier, qui sortira le premier, qui signera le premier, quelle doit être la dimension des chaises...

A la conférence de Potsdam, par exemple, on avait prévu trois portes afin que Staline, Churchill et Truman puissent entrer ensemble. Ce qui était moins qu'au Congrès de Vienne où l'on avait prévu cinq portes — pas

moins — pour satisfaire tout le monde !

L'endroit de la réunion peut également poser un problème. Lors de la célèbre entrevue de Tilsit entre Napoléon et l'empereur de Russie, on se donna rendez-vous au milieu du fleuve chacun devant en principe arriver en même temps. Mais Napoléon, grâce à son équipage plus rapide, arriva le premier ! Des chefs d'Etat se sont également donné rendez-vous au milieu d'un pont à la frontière symbolique de leur puissance respective.

Parlons siège. Lors des interminables débats sur la paix en Corée (275 séances ! ! !) le délégué nord-coréen s'assit au début sur un siège beaucoup plus haut que son homologue américain qui, bien entendu, fit rectifier la situation à la seconde séance. Puis ce fut le tour des drapeaux. L'Américain avait devant lui le drapeau des Nations-Unies. Le Nord-Coréen plaça un drapeau de son pays plus haut de dix centimètres ! Alors l'Américain se fâcha, exigeant que les drapeaux aussi soient égaux. Sinon, dit-il, nous serions arrivés au record mondial de hauteur des drapeaux ! ! Et pendant ce temps, les hommes continuent à mourir. Il est hélas vrai que le protocole n'y est pas pour grand-chose. Une conférence de paix est à peine finie qu'une nouvelle guerre commence.

Le Patriote illustré

ASTA

More than 3,000 delegates attended the 38th Annual World Travel Congress of the American Society of Travel Agents in San Juan, Puerto Rico. The largest number of tourism executives ever to assemble in one locality. The Athens Congress in 1967 brought together 2,478 participants.

The next conclave will be in Tokyo, with the New Otani Hotel serving as headquarters. Prince Takamatsu of the Imperial Family is expected to open the congress, with all meetings to be held in the Tokyo Cultural Hall, offering a seating capacity of 3,500 persons. Chicago has been designated for the 1970 ASTA Convention. Australia, the Netherlands and Brazil are vying for the honour of playing host in 1971.

(International Hotel Review)

Overheard.

Overheard at a conference where the English speaking Chairman complained that he was not receiving the simultaneous interpretation of the German speaking Delegate :

Interpreter: "When the delegate reaches his verb I can start my interpretation".

Overheard at a conference where the Delegate was speaking too close to the microphone and the Stewardess explained that his voice could not be heard properly by the Interpreters if he continued to eat the microphone :

Delegate: "I do not care if I am heard or not, all I want to do is talk!"

Overhead at a conference where a Delegate was using two receivers and was asked by the Stewardess if he was not getting sufficient volume from one receiver :

Delegate: "Oh no I just like to listen to the floor language and the interpreted language simultaneously, as I find the speeches so boring otherwise".
Overheard at a conference where a Speaker had just related a rather lengthy and not so amusing story :

Delegate: "I think the joke told by the Interpreter was much funnier than the joke told by the Delegate".

Overheard at a conference where a paper was being read in English by a non-English speaking delegate :-

English Delegate: "I am glad my French is good because I find it much easier to understand the French Interpreter than I do the English speaking Delegate".

Overhead at a conference where a male speaker was being interpreted by a feminine voice :-

Elderly Delegate: "I thought I was going to hear the Professor speaking but all I can hear through this, is his wife".
(Received from B. Montagu, Director, Multitone)

Housing

Some 500 participants, from 35 countries, attended the discussions of the 29th International Federation for Housing and Planning World Congress in Philadelphia, 30th June-6th July 1968, on the subject 'Building the Good City'. Various aspects of overall policies to create a sound urban environment were discussed under three headings: social aspects, economic aspects, and aesthetic aspects. Each of these three aspects was introduced by a panel of three speakers and then discussed by the audience with the panel, and the chairman of each session presented a summary report on the findings of the assembly at the end of the congress.

Apart from the plenary sessions, one of the major points of attraction proved to be the workshop sessions — new to IFHP congresses, which involves simultaneous small discussion groups

on specific topics of interest. Congress participants particularly enjoyed the friendly hospitality of residents of Philadelphia and its suburbs during the Congress, culminating in home visits.

(IFHP Bulletin)

Action Sociale

La XIVème Conférence Internationale de l'Action Sociale s'est tenue à Otaniemi, Finlande, du 18 au 24 août 1968. 2300 délégués, venus de 64 pays, des représentants d'Organisations intergouvernementales et d'Organisations internationales, ont assisté à cette importante assise mondiale. Son thème général était : Politique Sociale et des Droits de l'Homme". Au cours d'une séance solennelle, le Prix René Sand a été remis à M. le Conseiller Pierre Laroque, France. En connexion avec ce congrès, plusieurs réunions furent tenues; une Pré-Conférence, à Tuusula, réunissant 30 experts qui s'attachèrent à faire la synthèse des rapports nationaux; un Séminaire, à Kuopio, sur les problèmes sociaux et économiques de la Finlande et sur son programme de politique et d'action sociale; le 1er Symposium International de la Fédération internationale des Assistants sociaux, à Otaniemi; la 9ème Conférence Internationale de la Fédération internationale des Centres Sociaux et Communautaires et le XIVème Congrès international des Ecoles de Service Social, tous deux à Otaniemi.

(Bulletin du Conseil international de l'Action sociale).

Boy Scouts

Plans are moving ahead for the 22nd Boy Scouts World Conference to be held August 21-28, 1969 at the Otaniemi (OH-tah-NYEH-mee) Conference Centre near Helsinki, Finland.

The 400 delegates expected each member country's delegation has six votes-will have one of the world's most exciting and flexible meeting facilities at their disposal with complete translation, projection, sound and lighting capabilities. The many movable walls permit unlimited combinations of meeting rooms.

The unusual Dipoli (DEE-poh-lee) Centre, where all meetings will be held, was designed by Reima and Raili Pietilä as a stimulating combination of raw natural and manmade material both inside and out. It was built and is owned by the "teekkaris" the Finnish students of the Technical University who use it as a student centre during the academic year.

This will be the first Conference since the reorganization of the World Movement begun by decisions of the 21st World Conference in Seattle, Washington in 1967. Training will be a major emphasis and a variety of stimulating and helpful presentations and exhibits are anticipated.

(World Scouting)

Virology

The First International Congress for Virology, held in Helsinki, 14 - 20 July, 1968, was a great success. 536 Virologists from 37 countries attended and representatives from 8 other countries assisted on the Organizing Committee, but were unable to attend.

The program consisted of 10 half-day General Sessions, 15 luncheon seminars on topics of specialized interest, and two evening sessions of general interest. The Proceedings are being published by S. Karger AG of Basel, Switzerland.

(IAMS Newsletter)

Presse catholique

Environ 500 membres de 47 pays ont participé au VIII^e Congrès mondial de l'Union catholique internationale de la Presse, qui s'est tenu au Palais des Congrès de Berlin, du 2 au 6 juillet 1968. Il faut souligner la participation particulièrement importante des pays en voie de développement : 62 congressistes de 23 pays. Le seul continent latino-américain avait délégué 40 participants.

Dans ce Congrès, placé sous le thème général "Une Presse qui change dans un monde qui change", il faut distinguer trois secteurs : les grandes conférences, les carrefours, les réunions par Fédérations. Il convient ensuite de distinguer les

questions internes de l'organisation, telles que : rapport moral, etc... Puis, le côté religieux et officiel : cérémonies liturgiques, réceptions, etc...

Une leçon doit en être tirée pour nos futurs congrès : il semble qu'il faille réduire autant que possible le temps consacré aux grandes conférences, afin d'augmenter au maximum celui consacré aux groupes de travail. D'autres organisations en sont déjà venues à la même conclusion. Il faut prévoir pour nos prochains Congrès, une préparation toujours plus minutieuse de ces carrefours, préparation à réaliser dans un travail commun avec une représentation vraiment internationale, afin que les carrefours reflètent véritablement la diversité des

situations et des besoins. Il faudrait, d'autre part, prolonger, d'un Congrès à l'autre, le travail réalisé dans les carrefours, par des groupes d'étude permanents, pouvant eux-mêmes servir de point de départ pour de nouveaux carrefours.

Pour la première fois dans l'histoire des Congrès de l'Union catholique internationale de la Presse, les Fédérations internationales qui la composent ont pu disposer chacune de deux réunions : la première de type statutaire, réservée à l'Assemblée générale de la Fédération et aux élections du Nouveau Bureau; la deuxième, ouverte au public et traitant d'un thème intéressant particulièrement la Fédération.

(Journalistes catholiques)



The leading Hotel
Unique situation directly
on the Lakeshore
Beautiful Rooms and
Apartments
French Restaurant
All facilities for select
Banquets and Business-
Meetings
Garage

LUCERNE - SWITZERLAND

THE GRAND HOTEL NATIONAL

H. F. ELMIGER
Managing Director

Open 15th March - 1st November

Tel (041) 22.74.42

Telex 78 130

CHRONIQUE OFFICIELLE DE LA FEDERATION EUROPEENNE DES VILLES DE CONGRES

ASSEMBLEE GENERALE - LA HAYE, 28 et 29 novembre 1968.



De gauche à droite : M. SANDERSON, International Association of Convention Bureaus, M. VAN KATS, Secrétaire Général du Nederlandse Congresscentrale, M. JAUSSEI, Président, M.J. GYORY, Secrétaire Général de la F.E.V.C., M. R.M. SMITH, Manager of the London Convention Bureau.

L'Assemblée Générale de la Fédération Européenne des Villes de Congrès s'est tenue à La Haye, les 28 et 29 novembre, sous la présidence de M. Raymond JAUSSEI, Directeur de l'Office de Tourisme de Montreux.

Le Président JAUSSEI, dont le mandat venait à expiration, fut réélu par applaudissements pour un nouveau terme de deux ans, tandis que M. Jean GYORY, Secrétaire de la Centrale belge des Congrès, fut nommé Secrétaire Général de la F.E.V.C.

Après avoir passé en revue les différents points de l'ordre du jour, qui était d'ailleurs fort chargé, le Président passa la parole à M. SPEECKAERT, Secrétaire Général de l'Union des Associations Internationales, qui fit un exposé très remarqué sur le développement du phénomène congrès et ses perspectives pour l'an 2.000. Ces journées se déroulaient en présence de M. SANDERSON, Executive Director of the Chicago Convention Bureau, représentant officiellement l'International Association of Convention Bureaus dont il est d'ailleurs past-president.

M. SANDERSON, s'adressant à l'Assemblée, fit le bilan des 55 années d'expérience de son Association dans le domaine des congrès et accueillit avec satisfaction l'offre du Président

de la F.E.V.C. d'établir entre les Etats-Unis et l'Europe, un échange des renseignements "congrès", sur une base de stricte réciprocité. L'intensification du mouvement de congrès entre les Etats-Unis et l'Europe que laisse entrevoir cet accord, ne manqua pas de susciter l'intérêt des Cies aériennes qui avaient, à l'invitation du Président JAUSSEI, délégué leurs congress-managers à ces réunions. Ce premier contact avec les représentants des lignes aériennes fut un succès. Un échange de vues extrêmement fructueux permit de dégager l'intérêt commun que lignes aériennes et villes de congrès pourraient retirer d'une action concertée.

Conscientes de l'importance du marché "congrès" pour le trafic aérien, en off-season principalement, les représentants des Cies d'aviation ont exprimé le désir de participer aux travaux de la F.E.V.C. en qualité de membres associés.

A leur demande, une nouvelle réunion sera organisée en 1969 et les membres de la F.E.V.C. porteront à l'ordre du jour de leur prochaine Assemblée, l'examen des modalités de cette collaboration.

On peut en conclure que les journées de La Haye, en ouvrant des perspectives nouvelles de collaboration avec les Etats-Unis, d'une part et avec les lignes aériennes, d'autre part, marquent une étape importante dans la politique de promotion des villes européennes de congrès.



Vue de l'Assemblée pendant les débats.

CHRONIQUE OFFICIELLE DE LA FEDERATION UNIVERSELLE DES ASSOCIATIONS D'AGENCES DE VOYAGES

Le rôle de l'agent de voyages est d'être l'intermédiaire, dans tous les domaines, entre le public et les différents fournisseurs de services touristiques : hôteliers, transporteurs, gouvernements, etc...

C'est pour cette raison que les organisations des agences de voyages se font régulièrement les porte-paroles des voyageurs en soumettant et en défendant leur point de vue aux aéropages mondiaux où la politique du tourisme se fait.

Parmi les problèmes plus importants, la Fédération Universelle des Associations d'Agences de Voyages (FUAAV), qui regroupe pratiquement toutes les associations d'agences de voyages du monde, a choisi ceux qui touchent particulièrement la vie internationale : elle s'est consacrée particulièrement à l'action visant à la suppression des formalités de frontière et l'octroi de facilités pour les participants aux Congrès mondiaux.

Les activités de la FUAAV dans ces deux domaines méritent donc d'être portées à la connaissance des organisations internationales non gouvernementales (ONG) pour que celles-ci puissent, chaque fois que possible, épauler l'action entreprise. Tout le monde sait qu'au progrès économique, social et technique de l'humanité ne correspond pas une évolution parallèle des structures politiques et administratives de la société. Cela se traduit par exemple dans le paradoxe suivant : le nombre de personnes se déplaçant (actuellement à des vitesses subsoniques, mais bientôt à des vitesses supersoniques) augmente à un rythme vertigineux, tandis que les formalités de frontière sont restées les mêmes qu'avant la dernière guerre, c'est-à-dire infiniment plus lourdes qu'avant 1914.

Suppression des passeports

En participant depuis 1966 aux travaux du Conseil de l'Europe sur la simplification des formalités de frontière, la FUAAV a soutenu sans ambages la proposition de l'I.A.T.A. visant à remplacer le passeport par une carte d'identité internationale contrôlable aux postes frontières par des machines électroniques.

Suppression des visas

La FUAAV a demandé également la suppression de tous les visas.

Comme mesure transitoire, elle préconise leur délivrance gratuite et avec application de formalités standardisées.

Simplification des contrôles douaniers

La FUAAV a pris position pour l'augmentation et l'uniformisation, dans tous les pays, des franchises accordées aux touristes et pour l'élimination du contrôle public des bagages; cette opération portant atteinte à la dignité et au droit à l'intimité. Suppression des taxes d'aéroports. Depuis maintes années, la FUAAV demande la suppression des taxes d'embarquement aux aéroports, parce que cette mesure gêne considérablement les passagers. A titre provisoire, la FUAAV suggère l'inclusion de la taxe dans le prix du billet d'avion.

Sécurité du touriste

La FUAAV est à l'origine de toute une série de propositions visant à fixer juridiquement les droits des voyageurs, comme le droit à la sécurité, le droit d'être rapatrié en cas de troubles, etc...

Création d'un ticket ferroviaire pour congressistes

Après une enquête internationale sur les réductions accordées aux participants aux Congrès internationaux par chaque réseau de chemins de fer, en 1966 la FUAAV a persuadé l'Union Internationale des Chemins de Fer de créer un nouveau ticket Congrès avec réduction et procédure d'octroi unifiés. La réduction de 25 % est accordée par la Belgique, la Bulgarie, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, le Portugal, la Pologne, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie : le Danemark et la Suède accordent respectivement 30 et 35 %. Au terme des nouvelles règles introduites sous l'annexe 1 au chapitre 10 du Tarif Commun Voyageurs (TCV) le Comité Organisateur du pays qui reçoit un Congrès groupant au minimum 150 personnes en provenance d'au moins

2 pays peut demander à la Direction Commerciale des Chemins de Fer de ce même pays l'application du tarif "Congrès Internationaux". Il recevra alors un fichet personnel à compléter avec les indications du Congrès et à envoyer à chaque congressiste.

Contre présentation du fichet, le congressiste bénéficiera, au moment de l'achat d'un ticket, de la réduction dont il est question plus haut, et cela pour les parcours couvrant les réseaux de tous les pays adhérant à la convention.

Pour être valable au retour, le ticket-Congrès devra être estampillé par le Secrétariat Congrès.

Réduction spéciale pour les congressistes empruntant l'avion

Faisant sien le vœu exprimé par la quatrième Congrès des Organisateurs de Congrès (Copenhague 1966), la FUA AV, en collaboration avec l'Union des Associations Internationales (UAI), a proposé dans une étude préliminaire conjointe, la création d'un ticket aérien à tarif réduit pour toute personne se rendant à un Congrès International.

La SABENA, soutenue par d'autres compagnies aériennes, a introduit officiellement la proposition à la Conférence du Trafic de l'I.A.T.A. (Cannes 1968).

L'unanimité requise pour l'acceptation de la proposition n'étant pas atteinte, le projet du ticket aérien à réduction pour les Congrès devra être réintroduit ultérieurement à l'I.A.T.A.

Simplification des formalités pour les navires en croisière

Constatant que dans 100 ports de la Méditerranée, de la Mer du Nord, des Caraïbes et de l'Atlantique, quelques dizaines de procédures sont appliquées pour l'embarquement et le débarquement des voyageurs des navires en croisière, la FUA AV a demandé à l'Organisation Maritime Consultative Inter-Gouvernementale (OMCI) l'unification des formalités et, entr'autres, l'introduction d'un carnet unique de fiches pour rembarquement et le débarquement des passagers, à distribuer aux voyageurs lors de leur premier embarquement.

La liste des initiatives de la FUA AV en faveur de la simplification des formalités et pour la défense des touristes (par exemple dans les cas de détournements d'avions est beaucoup plus longue, mais l'espace nous manque pour entrer dans les détails.

Nous avons seulement voulu rappeler que, de nos jours, les liens communs sont si serrés et inter-dépendants qu'une organisation internationale professionnelle ne peut plus se borner à la défense égoïste des seuls intérêts de ses propres membres.

L'intégration des divers secteurs des activités et la collaboration internationale oblige les ONG d'oeuvrer pour le bien commun autant que pour leur propre bien.

Dans le domaine du tourisme, la FUA AV se bat pour la libre circulation des personnes et pour de plus grandes facilités aux Congrès Internationaux, dans l'intérêt de toute la famille des ONG.

CHRONIQUE OFFICIELLE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRADUCTEURS DE CONFERENCE

(Réviseurs, traducteurs, rédacteurs indépendants)

Récemment encore, les conférences internationales étaient des événements qui jalonnaient le cours de l'histoire; chacune d'elles en marquait un tournant et retenait l'attention du monde entier. Aujourd'hui, elles font partie de la vie quotidienne et il est peu de capitales, peu de villes même, qui n'aient vu arriver, de tous les pays du monde, des délégués venus discuter et prendre des décisions. Ces conférences sont le symbole des progrès de la vie internationale

et l'instrument qui fait tomber, une à une, les barrières que l'incompréhension mutuelle dressait entre les peuples. L'une des dernières barrières qui demeurent est celle de la langue, et l'emploi, pour les échanges internationaux, d'une langue unique, semble devoir rester du domaine de l'utopie. Aussi la multiplication des conférences internationales a-t-elle fait naître une nouvelle profession, celle des traducteurs de conférence

et des rédacteurs de comptes rendus analytiques.

Cette profession nouvelle est aussi une profession très particulière. Parce que les traducteurs d'ouvrages littéraires ou techniques sont, partout, innombrables, on croit trop souvent qu'il suffit de bien connaître une langue étrangère pour bien traduire, ou de savoir écrire pour rédiger un compte rendu analytique; or, dans le monde entier, le nombre des traducteurs de conférence est loin d'atteindre cinq cents et les rédacteurs de comptes rendus analytiques se comptent par dizaines. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées qui, pour leurs conférences, font régulièrement appel aux meilleurs d'entre eux, constataient, récemment, qu'il devenait de plus en plus difficile, devant la concurrence entre organisations, de s'assurer le concours de traducteurs et de rédacteurs compétents. Le traducteur de conférence n'est pas un simple traducteur. Aux qualités de l'interprète — notamment la rapidité — il doit allier celles qu'exigent les écrits qui restent après que les paroles se sont envolées. Il est parfois appelé à dicter rapidement, sans préparation, feuille après feuille, la traduction de documents qui sont attendus "en séance". Travaillant presque au même rythme que l'interprète dans sa cabine, il doit rendre toutes les nuances du texte original et en respecter à la fois l'esprit, la lettre et la technicité. Lorsqu'il traduit les résolutions, les accords ou les traités qui sont l'aboutissement, la raison d'être des grandes conférences, on attend de lui un texte irréprochable, qui devra faire foi dans chaque langue : la plus légère inattention risque d'être lourde de conséquences.

Les rédacteurs de comptes rendus, outre qu'ils enregistrent les décisions prises au cours de

chaque séance, résumant de façon nette et précise les débats souvent confus qui ont permis d'aboutir à ces décisions. Pour bien s'acquitter de leur tâche, ils doivent suivre les débats dans la langue de l'orateur et non à travers l'interprétation. Dans la majorité des cas, ils sont également traducteurs.

Pour répondre aux besoins croissants mais très irréguliers que les conférences créent dans le monde entier, les organisations internationales font appel au concours des "free-lances", traducteurs et rédacteurs indépendants, qui vont d'une conférence à l'autre, d'un continent à l'autre, passant parfois, au cours d'un week end, de la chaleur des tropiques aux froids du Nord, d'un débat passionné sur le désarmement mondial à un colloque sur la planification de l'enseignement au Malawi.

Unis non seulement par leur métier mais par les exigences de leur vie assez particulière, ces "free-lances" ont créé à Genève, le 2 juin 1962, l'Association internationale des traducteurs de conférence (AITC). Soucieuse de maintenir la profession à un niveau élevé, l'AITC, qui n'est pas un syndicat, a adopté des critères d'admission très rigoureux; elle compte, de ce fait, à peine plus de deux cents membres. Afin de lutter contre les pratiques de certaines agences qui fournissent, dans des conditions très onéreuses, des traducteurs et rédacteurs de comptes rendus dont le manque de compétence et d'expérience nuit à la réputation de la profession, l'AITC se tient à la disposition des organisateurs de conférences pour leur communiquer gracieusement, outre son annuaire, le nom de ceux de ses membres qui sont plus particulièrement compétents dans le domaine qui les intéresse ou qui seront disponibles au moment de telle conférence qu'ils préparent.

DOLDER	GRAND HOTEL	ZURICH
<i>Vue magnifique sur la ville, le lac et les Alpes 650 m.s.m.</i>		
Situation tranquille dans le quartier résidentiel - Nouvelle aile de 64 appartements de grand luxe avec balcon ou terrasse - Salles de conférences et de congrès (arrangements spéciaux durant l'hiver) - Golf-Tennis - Minigolf-Piscine à vagues artificielles - Service de voiture avec le centre de la ville (6 min.)		
		
Représentant pour la France et le Bénélux : M Claude L C DUTEIL, 11, rue de Rome, 75-Paris 8e — Tél. LAB 81-99		



5e Congrès international sur l'organisation des congrès

BULLETIN No 2

5th International congress on congress organization

Palacio de Las Naciones, Barcelona, 6-9 May 1970

Rapports et documents

Les documents de travail officiels du congrès, imprimés et distribués à l'avance aux congressistes, consisteront en trois rapports :

- 1) un rapport de l'Union des Associations Internationales sur les dépenses et le financement des congrès du point de vue des organisations internationales non gouvernementales;
- 2) un rapport de l'Association Internationale des Palais des Congrès sur les implications financières de l'équipement technique utilisé dans les congrès ainsi que sur le budget modèle d'un congrès vu par les responsables des palais des congrès.
- 3) un rapport de l'Association Internationale des Organisateurs de Congrès sur les besoins réels des congrès et les méthodes de gestion de leur budget.

De plus, les Associations internationales professionnelles pourront établir pour le 5e. Congrès un document exposant leur point de vue sur une ou plusieurs des questions qui seront soulevées au Congrès. Ces notes seront remises aux participants, soit à l'avance, soit dans leur farde de congressiste.

Des dispositions seront prises pour faciliter la distribution des brochures ou documents que certains congressistes aimeraient faire connaître aux congressistes. Une autorisation préalable devra être demandée au Secrétariat du Congrès, avec remise d'un spécimen de la brochure ou du document.

Commissions

Une séance d'une demi-journée de travail sera consacrée à l'examen en commissions (trois d'entr'elles siégeant simultanément) des six thèmes suivants :

- 1) les apports et intérêts des pouvoirs publics nationaux, régionaux et locaux (interaction des congrès et du tourisme)
- 2) les équipements usuels et spéciaux et les services auxiliaires
- 3) les méthodes, les dépenses et les recettes relatives à la publication et la distribution des documents de travail.
- 4) les ressemblances, les différences et les interactions entre les conférences internationales des entreprises industrielles ou commerciales et les congrès des organisations internationales.
- 5) l'enregistrement, l'accueil et le programme des manifestations sociales.
- 6) l'organisation du logement et des excursions techniques ou touristiques.

Reports

The official working documents of the congress will be printed and distributed in advance to participants and will consist of three reports :

- 1) one report by the Union of International Associations on the expenses and financing of congresses from the point of view of international non-governmental organizations.
- 2) one report by the International Association of Congress Centres on the financial implications of the equipment used in the congress as well a model congress budget from the point of view of congress centres.
- 3) one report by the International Association of Professional Congress Organizers on the real needs of a congress, the best allocation of expenditure for the success of a congress and the methods of administering the budget.

Apart from these reports, International Professional Associations can prepare any documents indicating their own point of view on any of the questions which will be raised at the Congress. These papers will be distributed to participants, either in advance, or via the individual participant's file.

Procedures will be adopted to facilitate the distribution of brochures or documents which certain participants would like to bring to the attention of others. Authorisation for any such distribution should be requested from the Secretariat of the Congress, enclosing a specimen copy of the document in question.

Commissions

A half-day working session will be devoted to the examination by commissions (three of these meeting simultaneously on the six following themes) :

- 1) the contributions and expectations of national, regional and local public authorities (interaction between congresses and tourism).
- 2) Ordinary and special equipment and auxiliary services.
- 3) Methods, expenses and receipts connected with the printing and distribution of working documents.
- 4) The differences and similarities between international business, industrial or commercial conferences and the congresses of international organizations, together with any interaction between them.
- 5) Registration, reception and programme of social activities.
- 6) Organization of accommodation and technical or tourist excursions.

(continued from page 77)

deep, built parade floats, set up registration and hospitality booths, made literally a vanload of signs for one officer candidate and also did sign work for the hotels and auditorium. A walk through Freeman's work-warehouse shows how it's done — electric saws running, booths being nailed together and finished, lumber everywhere, rental chairs and cushions in giant stacks, a complete sign shop and sewing room for making drapes. On hand are 46,000 yards of carpet, enough stage equipment to make a platform bigger than a basketball court and enough equipment to set up at least 5,000 booths. The Long Branch Saloon scene and Kitty's Cafe are packed away with wagon wheels and gunslinger portraits for a typical Western party; and workmen may load up palm trees and a grass hut for a Hawaiian luau. Sullivan Transfer, which is the official handler of exhibit material and equipment for a very substantial percentage of the conventions here, according to George W. Lollis, vice-president and general manager, moves in thousands of crated booths a year which contain everything from auto parts to complete vending operations for bottler booths, to school curriculum or medical exhibits.

The service provided by Sullivan eliminates a lot of headaches on the part of association executives and exhibitors. The exhibitor simply walks into the exhibit hall, finds his crates, and sets up his booth. "If the carrier lost the crates along the way, we do all the check, and we take care of all the details of handing as well as storing," Lollis said.

At least 40 employees at Sullivan would work on a big exhibitors' show — say 1,500 booths. More often than not, these employees don't know what is in the crates. They once sent some backless shrouds intended for a funeral directors' meeting to the Apparel Mart for a clothing market. "We sometimes have to play guesswhat on the receiving report," explained Marty Smith, Lollis' right hand gal and 12-year veteran of the freight-handling business. "Some reports just say two cartons of convention materials and don't even say what convention." But, she added, there are relatively few slip-ups. "That's what we're paid for." And pay, she pointed out, is much less in Dallas than in many parts of the country for the same service. "We get shipping instructions from other cities and can compare rates with those in the North," she said. Some of those rates are double, per 100 pounds of freight, the rates charged here.

Less expensive labor, coupled with fewer labor problems, and more operational flexibility for the exhibitor, is one reason big exhibit shows like to come to Dallas.

A tall professional model-type who can drive almost all the equipment on the Sullivan lot, from fork lift to winch truck, Marty Smith is at home in a warehouse filled with empty crates and pasteboard boxes as she is in routing in and out up to 1.25 million pounds of freight for the biggest show.

These are the kinds of people that pros like Roger Moreau like to deal with, people who know their business. Moreau must be sure of the end result. "Sometimes a price may be cheap. It may look attractive, but the follow-through may also be cheap," Moreau said. How does a man in Moreau's job decide whose services to buy in an unfamiliar city? First of all, by the time Moreau finishes his definitive investigations, the five-year period, he will have visited Dallas about 10 times, and during the upcoming year, will make about five trips here, each one lasting about two weeks. But he also relies in large measure on advice given him by the host committee. "If they're not knowledgeable in a certain area, I turn to the Convention Bureau for names and then take bids," Moreau said.

The Convention Bureau helps by publishing each year a Convention Services Guide, which contains a roster of Chamber of Commerce member firms providing convention services and supplies, covering needs from balloons to badges and formal wear rental, and office supplies. Moreau estimates that he will pay about \$4,000 to rent business machines and office furniture and buy office supplies for convention business offices and the press room. A local office equipment supply company keeps 65-75 desks, two dozen typewriters and three or four dozen adding machines on hand for just such calls, or the company might buy custom-made executive desks, selling them at a reduced rate after the meeting leaves town. The office supply companies also provide smaller items filling out Moreau's shopping list — paper clips, pencils, pens, paste, paper, letter trays — or maybe even a paper shredder, gathering machine, hole punching machine or plastic spine binder.

One of Moreau's biggest expenditures will be for transportation. He will outlay some \$20,000 on busses and shuttle service.

"We may have to take them to a dude ranch, the Mesquite Rodeo, Fair Park, or arrange special sightseeing tours," T. E. Scott, manager of

chartered tour service for Dallas Transit Company, said, besides running bus service between the hotels and auditorium. Scott has 30 pieces of equipment with public address system, and four drivers trained to conduct sightseeing tours. For Lions International, DTC operated from 38 to 46 chartered busses on 18 routes, covering more than 60 hotels and motels all over town.

What about security? Dallas has several firms that provide guards for conventions, including Taylor Security Services. Kan Taylor might provide 30 men to control people who enter the convention by checking badges, control traffic of trucks and cars unloading materials, and secure the convention hall 24 hours a day. A member of Taylor's guard force amplifies his duties from that of guard to what he calls a "teller." "I tell them where the toilets are, the

telephones, restaurants, or anything they want to know about Dallas and Dallas history." On a summer visit to Dallas, Moreau also looked over audio-video equipment at Bauer Audio-Video Inc. Earl Bauer, owner, says he services a large portion of the conventions that come to Dallas by providing rental audio-video equipment, recording and transcription service of meetings, photographic transparencies and art work for screen presentations, and servicing of equipment that might be damaged in shipment. What would be the effect on his business if Dallas ceased to be a convention town? "Catastrophe," says Bauer.

When people come to meetings here from all over the world, Bauer might be asked to translate proceedings into several languages, so he is equipped to set up a headset system on the order of the one used in the United Nations.

PRESENT CONVENTION-EXHIBIT FACILITIES

DALLAS MEMORIAL AUDITORIUM CONVENTION CENTER

Present exhibit facilities - 110,000 sq. ft.; Arena/Auditorium seating - 11,000. Theatre with full staging - 1,770 and 11 meeting rooms seating from 40-1,100. The expanded facilities will give us an additional 360,000 sq. ft., of which 200,310 is additional exhibit space that divides into two equal parts with a 35' ceiling. There will be 44,400 sq.ft. of additional space for meeting rooms, including a ballroom that will seat 3,000 for banquets. The remaining 115,290 sq.ft. will be in lobby and service areas, including a cafeteria and restaurant each seating 500. When the new addition to the downtown center is completed in 1970, we will have a total of 310,310 sq.ft. of exhibit space and approximately 40 meeting rooms. In one section of the new exhibit hall, we will be able to accommodate up to 25,000 persons by use of portable seating. It will be the largest multi-purpose convention center in the Southwestern part of the United States, designed to accommodate ice shows,

professional sports, rodeos and large expositions and major conclaves. There will be two levels of underground parking to accommodate 1,000 cars, plus an underground connection to a 3,000 car parking facility immediately adjacent to the convention center. Provisions are also being made in the long-range planning to allow for rapid transit to the Convention Center from the new International-Regional Airport, which is to open in 1972.

MARKET HALL CONVENTION CENTER

Located 1½ miles from the downtown area in the market center area; surrounded by Apparel Mart Bldg., Trade Mart Bldg. and numerous hotels. Has a total of 213,000 sq.ft. of exhibit space and approximately 15 meeting rooms.

STATE FAIR PARK CENTER

Located 10 minutes from downtown; 305,000 sq.ft. in six buildings and a coliseum seating 11,000 and a music hall seating 4,000, plus numerous meeting rooms. It is also the home of the Cotton Bowl where the NFL Dallas Cowboys and other professional teams play as well as numerous college sporting events.

He has equipment for the hard-of-hearing. But he has had stranger requests than these. For the classified meetings of the Air Research and Development Command, Bauer had to take the covers off all his equipment so that inspectors could make sure they contained no bugging devices.

The convention business has become so important for people in the audio-video field, Bauer related, that one organization has spent more than a half million dollars developing a computer that can program all audio-visual equipment — turning on and off house lights, projectors, spotlights and tape recorders with the punch of a master button. Bauer got his first feel of what convention business means to a city when he was a camera department operator in a downtown department store before buying the audio-video company in 1951. He is now firmly convinced that a city gets a great deal of business as an indirect result of conventions. "Conventions often bring businessmen into Dallas for the first time. They get acquainted with the town and its businessmen and begin calling on businesses here," said Bauer, who personally has done work for a number of out-of-town firms that he initially served at a Dallas meeting. Bauer has dealt with hundreds of Moreaus, and feels a certain sympathy for the convention pros. "We carry turns with us, for the nervous association executive. If the hotel lets him down, or outside resources let him down and the convention doesn't run smoothly, he falls on his face."

Moreau isn't the type to fall on his face. In fact, he contends that as ABA's director of meetings since 1960, he has never had a foul-up. "Except you had a drought the last time we were here, in 1955. Let's not have that again!" Moreau's convention-planning philosophy in a nutshell is, "If you've paid attention to details and everyone has done his job, nothing can go wrong. But you can't do it alone. You have to develop mutual respect, get to know the people you're working with, and trust people to do what they say they will. And you have to listen to their advice. Every city is different, but every city wants to put its best foot forward." James Stewart, Southern Methodist University vice-president, worked on putting Dallas' best foot forward as chairman of the local host committee for the General Conference of the Methodist Church.

He confirmed that the Methodists didn't have half a dozen problems once they got here. "The

Dallas hotels were great. They know what they're doing. With 3,000 persons, we filled up seven major downtown hotels' and then sent some to suburban motels. With that many people, you would think there would be some who wouldn't get their rooms. We didn't have that problem," Stewart said, adding that he "can't be too complimentary of the convention bureau and the hotels."

Stewart worked on the Methodist convention for about six months, devoting almost full time to the convention office here during the last couple of months. "We had about 60 people on the host committee and a budget of about \$45,000 for receptions, entertainment, women's activities, the office, housing bureau and registration," all of which was handled locally. The General Conference paid another \$50,000 for auditorium facilities and services, in addition to the fantastic printing cost, placing the operational budget over the \$150,000 mark for this one convention, in addition to what delegates spent for housing, food and personal shopping.

"Our toughest problem was getting in telephone service. We had more than 100 press people here, most of whom have to file their stories by telephone. And we also had to set up 15 different sets of offices for conference business. The telephone strike started on Friday before the convention was to open on Saturday. But the supervisors came in and put in all the equipment for us." Stewart said.

Former general manager for the State Fair of Texas, Stewart said that working on this convention "was a whole lot like getting ready for a State Fair. We spent a whole year in planning, the last two weeks frantically getting ready, then two weeks in operation and it was all over."

Convention activity, including all types of trade shows and exhibitions, has recently been estimated by the International Association of Convention Bureaus to be the 27th largest industry in the country. Approximately 2,300 major national conventions are held each year, and regional conventions total another 4,700. The remaining 16,000 state and local conventions comprise the vast bulk of the national level.

There are not just more conventions today, but these conventions have higher attendance than ever before. Individual convention attendance may range from 50 to 40,000 persons, with the usual convention averaging from 3,000 to 4,000 persons. One reason why more people are going to conventions is the fact that transportation is less expensive and time-consuming. American

Airlines estimates that 12 per cent of its passengers are going to a convention, and that there is \$300 million of airline convention business a year for air carriers. ,

American can provide a booth for conventions which, with the aid of a computer, can handle any type of ticketing reaching 40 different airlines. "An association executive finds this an additional service that Dallas is providing," a spokesman from the airline said.

With the mushrooming effect of conventions in all areas, it isn't difficult to say why there has arisen a demand for professional convention planners — a group which has its own organizations and even conventions on conventions.

There is the International Association of Convention Bureaus which is made up of members of convention bureaus within cities, the American Society of Association Executives which is made up of professionals within professional, trade and fraternal associations, the Professional Convention Managers Association, which is composed of medically oriented associations, and the National Association of Exhibit Managers which includes only persons who set up shows.

Lamar DeuPree, executive vice-president of the Oil Well Servicing Contractors Association which is headquartered in Dallas, is president of the Texas Society of Association Executives. He knows about the big business of conventions and how one goes about planning such a meeting, because he is active in the ASAE and staged the TSAE convention at Royal Coach Inn here in June.

"We're involved primarily in communication," DeuPree said of the association executives, "and whether it's a convention or whatever type meeting, we have to know how to put on the very best, to do the best job of communicating." DeuPree tried to make the TSAE meeting here an example of the most effective type of meeting that could be staged — from models to pin-on badges and roving minstrels provided by Joan Frank Productions, right down to the very last flaming dessert. His workshops utilized the newest techniques, and the most modern types of equipment were used, to show other association executives what they can buy for their money.

Since the TSAE membership is composed of Texas trade and professional organizations that hold annual meetings attracting from 250 to 5,000 delegates, all over the state, obviously

members are going to compare notes on facilities and services in different locales when they get together.

"Just to give you an idea of the impact of this group," DeuPree said, "the staff of the Royal Coach Inn was gathered together by the sales department and told that this would be the most important single group convention the Inn would ever have, "because these people would determine if their associations would ever come to this hotel."

The Lamar DeuPrees, the Roger Moreaus and the other association executives can make or break a hotel. They can make or break a convention city. Their decisions can move Dallas from its coveted current position as one of the top 10 convention cities in the nation to a non-contender. And their decisions depend on the quality and availability of the facilities and services they need. If the city's supermarket is well stocked, the cash register will continue to ring.

(Reprinted with the permission from Sept. 1968 Dallas Magazine, Dallas, Texas, USA.)

PEOPLE WHO WANT
COMFORT AND SERVICE
AT MODERATE COST

go to the

BONNINGTON HOTEL

Southampton Row, London, W.C.1.

•

ACCOMMODATION FOR 370 GUESTS
IN WELL APPOINTED BEDROOMS.

POPULAR COCKTAIL LOUNGE.
FIRST CLASS RESTAURANT.

WE CAN ARRANGE YOUR CONFERENCE TOO.

•

TEL : 01-242 2828 TELEX 261591

**Books,
reports**

and proceedings received

- EVAN LUARD. *The Evolution of International Organizations*. London. Thames and Hudson, 1966, 21.5 X 14.5 cm., Coll. Studies in International Order, 342 p., Bibl.notes, Abbrev., Index, Price : 45 S.
- GARDNER, Richard N. and MILLIKAN, Max F. *The global partnership : International Agencies and Economic Development*. Boston, World Peace Foundation, 1968, 24.5 X 16.5 cm., « International Organization », Vol. XXII - Number 1. v + 475 p. Select bibliography. Price: \$ 6.00 a Year.
- SION, Georges. *Six Villes Une Europe*. Bruxelles, Union des Capitales de la Communauté Européenne, s.d., 19 X 14 cm., 358 p., photos.
- SCHRIFTGIESSER, Karl. *Business and Public Policy*. The role of the Committee for Economic Development : 1942-1967. Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall International, 1968, 22 X 15 cm., x + 254 p., Index, Price : 65/-
- White, Lyman C. *International Non-Governmental Organizations : Their Purposes, Methods and Accomplishments*. Rutgers University Press, New Brunswick, New Jersey, 1951, which has been out of print for many years, is now available in a facsimile hard cover edition from the Greenwood Press, 211 East 43rd Street, New York, New York 10017, at \$ 12.75 per copy. Orders may also be sent to Greenwood Ltd., 9 King Street, Convent Garden, London WC2, England.
- INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID - INTERNATIONAL INSTITUTE OF REFRIGERATION. *60 years of international co-operation in the field of refrigeration (1908-1968) - 60 années de coopération internationale dans le domaine du froid*. Paris, IIF/IIR, 1968, 24 X 15.5 cm., 89 p., photos.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE, UNESCO. *Répertoire international des institutions spécialisées dans les recherches sur la paix et le désarmement*. Paris, l'Unesco, 1968, 27 X 21 cm., n° 23, Coll. Rapports et documents de sciences sociales, 83 p., index des institutions, Prix : \$ 1.25 ; FF. 4.—
- ORGANISATION OF AMERICAN STATES. *Annual Report of the Secretary General, Fiscal Year 1966-1967*. Washington, Pan American Union, General Secrétariat of the Organization of American States, 1967, 27 X 21cm., 194 p., abbrev., index, tabl., Price : \$ 2.00.

**Ouvrages,
rapports**

et comptes rendus reçus

- INSTITUT INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DE L'EDUCATION. *Rapport d'activité*. Paris, UNESCO-IIEP, 1967, 18 X 24 cm., 31 p., graph., illustr.
- CONSEIL DE LA COOPERATION CULTURELLE ET FONDS CULTUREL. *Rapport annuel 1967*. Strasbourg, le Conseil de l'Europe, 1968, 23 X 15.5 cm., 103 p., illustr.
- ALLIANCE INTERNATIONALE DE TOURISME. *Annuaire 1967 Yearbook*. Lausanne, A.I.T., 1967, 21 X 14 cm., 194 p., index.
- INTERNATIONAL COMMISSION ON GLASS (ICG) / COMMISSION INTERNATIONALE DU VERRE / INTERNATIONALE KOMMISSION FUR GLAS. *Annual Report 1966-1967*. Sheffield, University of Sheffield, Department of Glass Technology, 1968. 25 X 15.5 cm., 28 p.,
- INTERNATIONAL INSTITUTE FOR LAND RECLAMATION AND IMPROVEMENT. *Annual Report 1967*. Wageningen, the International Institute for Land Reclamation and Improvement, 1967, 24 X 17 cm., 76 p., tabl., illustr.
- CONFERENCE MONDIALE DE L'ENERGIE. *Rapport annuel 1967*. London, le Bureau Central de la Conférence Mondiale de l'Energie, 1968, 27 X 21 cm., 59 p., tabl.
- van WARMELO, W. *The Development of Small Enterprises in Taiwan, Republic of China*. Tokyo, Asian Productivity Organization, 1968, 20.5 X 14.5 cm., Small Business Series 7, 30 p.,
- INTERNATIONAL SOCIETY FOR TROPICAL ECOLOGY. *Yearbook 1967*. New Delhi, International Society for Tropical Ecology, 1967, 24.5 X 18.5 cm., 32 p.
- EUROPEAN FREE TRADE AREA. *Using EFTA*. How to start selling in the European Free Trade Area. Geneva, the EFTA Secretariat, 1968, 29.5 X 21 cm., 161 p., graph., illustr.
- COX, Robert W. A *Progress Report*. Geneva, the International Institute for Labour Studies, 1968, 21 X 13 cm., 48 p.
- COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE. *Rapport d'activité 1967*. Genève, le Comité International de la Croix Rouge, 1968, 23 X 16 cm., 111 pages, tabl. Ce rapport est édité en français, anglais, espagnol et comporte une édition ronéographiée en allemand.

- COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER. Commission des Communautés Européennes. *Rapport financier pour l'année 1967*. Luxembourg, la C.E.C.A. 1967 (?). 29,5 X 21 cm. n° 13. 22 p., tabl.
- ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD. *Manuel de l'OTAN*. Bruxelles, Service de l'Information de l'OTAN, 1968, 18 X 11,5 cm., 39 p..
- WEBER, Ernst M. & KLIMOWSKY, Dr E.W. *Das Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und Israël*. Amsterdam, the International Bureau of Fiscal Documentation, 1968. 24,5 X 16 cm., n° 20. 88 p..
- HANLE, W. et SCHARMANN, A. *L'enseignement de la physique au niveau universitaire*. Strasbourg, le Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe. 1967, 23 X 15 cm., Collection : « L'éducation en Europe » Série 1 - Enseignement supérieur et recherches - n° 5. 178 p., tabl.
Existe en anglais : The Teaching of Physics at University level.
- PALERM, Angel. *Observaciones sobre la planificación regional*. Washington. Union PanAmericana. Secretaria General. Organizacion de los Estados Americanos. 1967. 21 X 18,5 cm., estudios y monografias, XXI, 104 p., Price: \$ 1.00.
- COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN / ZENTRAALKOMMISSION FÜR DIE RHEINSCHEIFFART. *Rapport annuel intérimaire / Zwischenjahresbericht 1967*. Strasbourg, la Commission Centrale, s.d., 31,5 X 23,5 cm., 23 p., tabl., graph., Prix : 4 F.F.
- UNION PANAMERICANA. *Tratados y Convenciones Interamericanas Sobre Asile y Extradicion*. Washington. Union Panamericana, Secretaria General, Organizacion de los Estados Americanos. 1967, 23 X 15 cm., Serie Sobre Tratados 34. v + 97 p., Price : \$ 0.50.
- PARLEMENT EUROPEEN. *Informations*. (Dixième anniversaire, Séance solennelle du 14 mars 1968). Luxembourg, Secrétariat Général du Parlement Européen. 1968. 21 X 14 cm., 25 p., photos.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Reconstruction agraire*. Rome, la F.A.O., 1968, 23 X 15,5 cm., Campagne mondiale contre le faim - Etude de base n° 18, X + 90 p., tabl., Prix : \$ 1,25 ou 10 s. ou FF 6,75. Existe en anglais: Agrarian Reconstruction.
- COMMITTEE FOR ECONOMIC DEVELOPMENT. *Innovation in Education : New Directions for the American School. / A Statement on National Policy by the Research and Policy Committee of the Committee for Economic Development*. /. New York, the C.E.D., 1968, 28 X 17,5 cm., 75 p., Price : \$ 1.00.
- EUROPEAN CONFERENCE OF MINISTERS OF TRANSPORT. *Fourteenth Annual Report*. Paris, the ECMT. 1968, 24 X 15 cm., 93 p., tabl.
Existe en français : Quatrième rapport annuel.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. *Alphabétisation 1965-1967*. Paris, l'UNESCO, 1968, 24 X 15,5 cm., 81 p.,
- ASHER, Robert E., *International Agencies and Economic Development : An Overview*. Washington. The Brookings Institution. 1968, 23,5 X 15,5 cm., Reprint 147, 432 to 458 pp.,
- GROUPEMENT DES DIRECTIONS PUBLICITAIRES DE FRANCE. *Publicité - marketing - promotion des ventes - études et recherches commerciales - propagande - information et relations générales*. Paris, le G.D.P.F., 1968, 27. X 21 cm., 5.10 p.
- WORLD POWER CONFERENCE. *Annual Report 1967*. London. The Central Office of the World Power Conference. 1968, 25 X 20 cm., 51 p., tabl., photos.
- CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE. *Rapport 1967*. Paris, Ministère de l'Education Nationale, 1968, 27 X 21 cm., 277 p., illustr.
- KROLL, Werner. *Taschenbuch der Touristik-Press*. Garmisch-Partenkirchen, Condor. 1968. 15 X 10cm., 317 p.,
- SOCIETE EUROPEENNE POUR LE FINANCEMENT DE MATERIEL FERROVIAIRE. *Rapport annuel 1967*. Bâle. EUROFIMA, 1967, 29,5 X 21 cm., 11ème exercice social, 21 p., graph., tabl.
Existe en allemand : Europäische Gesellschaft für die Finanzierung von Eisenbahnmaterial - Jahresbericht 1967.
- WORLD PEACE THROUGH LAW CENTER. *Multilateral Treaties, Conventions, Protocols & Agreements of the United Nations and the Specialized Agencies*. / Prepared to Accompany the Address of Earl Warren, the Chief Justice of the United States and Chairman World Association of Judges /, Geneva, the World Peace Through Law Center, 1967. 25 X 19 cm., Pamphlet Series Number 7, 43 p..
- OVERSEAS DEVELOPMENT INSTITUTE. *Annual Report 1967-1968*. London, the ODI, s.d., 21,5 X 14 cm., 36 p..
- UNION CATHOLIQUE INTERNATIONALE DE LA PRESSE. *Le Père Gabel (1908-1968)*. L'Union, 1968. 27 X 21 cm., Supplément à Journalistes Catholiques, n° 38, 15 p., photos. .
- INTERNATIONAL UNION OF THEORETICAL AND APPLIED MECHANICS. *Report 1967*. Freiburg im Breisgau, the I.U.T.A.M., s.d., 23,5 X 13,5 cm., 61 p.,

New International Meetings Announced

Information listed in this section supplements details in the Annual International Congress Calendar (published as the December issue of this magazine) as well as details in earlier 1969 issues.

1969 Mar 18-24 **Geneva (Switzerland)**
Lutheran World Fed. World evaluation conference on Christian education.
 150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1969 Mar 31-Apr 3 **Sussex (UK)**
Int conference of the regional studies association. Theme: regional planning and forecasting.
 R.S.A., Newcombe House, 45 Notting Hill Gate, London W.2. UK

1969 Mar **Montpellier (France)**
Int Vine and Wine Office. 4th int conference for the study of virus diseases of the vine. P: 50.
 11 rue Roquépine, 75-Paris 8e. France.

1969 Apr 9-10 **Darmstadt (Germany Fed Rep)**
Int Newspaper and Colour Asn. 17th convention.
 Washingtonplatz 1, 61 Darmstadt.

1969 Apr 24-26 **Brussels (Belgium)**
Union of Int Motorboating. Annual meeting of the Permanent Cmt. P: 40.
 102 Martelaarslaan, Gand, Belgium.

1969 May 1-2 **Dublin (Ireland)**
Int conference on university education for public relations.
 General assembly.
 c/o CETEDI, 2 van Evenstraat, Leuven, Belgium.

1969 May 4-II **Luxemburg (Luxembourg)**
United Nations, E.C.E. Cmt on Housing, Building and Planning. Seminar. Theme: planning and development of recreational areas and the development of the natural environment.
 CH 1211, Geneva 10, Switzerland.

1969 May 4-27 **Southampton (UK)**
European Chiropractors' Union. Annual convention. Theme: differential diagnosis and therapy of spinal ailments. P: 200.
 Dr H HOLM, Simcoe Clinic, 39 Archers Road, Southampton, Hants.

1969 May 6-14 **Bucharest (Rumania)**
Int Asn of Scientific Hydrology. Symposium on the hydrology of deltas.
 L J Tison, 61 Braamstraat, Gentbrugge, Belgium.

1969 May 7-9 **Paris (France)**
Int int congress of industrial and commercial logistics.
 Theme: influence of containerisation on transport economy.
 IFTIM, 46 rue Troyon. 92-Sèvres, France.

1969 May 11-17 **London (UK)**
Int Union of Public Transport. 38th int congress. P: 1200.
 19 av de l'Uruguay, Brussels.
 Report: UITP, Brussels, end 1969.

1969 May 19-20 **Madrid (Spain)**
Inter American Council of Commerce and Production.
 Plenary meeting.
 Vice-secretaria Nacional de Ordenacion Economica, Paseo del Prado 18-20, Madrid.

1969 May 27-31 **Geneva (Switzerland)**
World Cnfd of Labour. Int congress. P: 350.
 Eggermann, 12 bis rte de Meyrin, Geneva.

1969, May 29-31 **Leiden (Netherlands)**
Int Asn for the Study of Bronchi — 19th congress — P: 250.
 Dr J P N Wagenaar, Afd. Longziekten, Academisch Ziekenhuis, Leiden.

1969 May 29-Jun 4 **Basle (Switzerland)**
Pro Aqua. Int congress on water and air in industry (Exhib).
 Sekretariat Pro Aqua 69, Postfach CH-4000 Basle 21.

1969 Jun 2-5 **Basle (Switzerland)**
Int Research Group on Refuse Disposal. 4th int congress.
 EAWAG, Physikstrasse 5; 8044 Zürich, Switzerland.

1969 Jun 2-6 **Ludwigsburg (Germany Fed Rep)**
Int Council of Monuments and Sites. Meeting of experts.
 Theme: alteration and conservation of wooden structures.
 P: 30.
 Bornheim gen. Schilling, Fischtorplatz 23, Mainz, Germany Fed Rep.
 Report: ICOMOS, Paris, Jun 1970.

1969 Jun 4-7 & Jun 8-23 **(Germany and Europe)**
Int Institute for Sugar-Beet Research. 23rd annual summer congress and joint meeting with American Soc of Sugar Beet technologists.
 O J Kint, Beauduinstraat 150, Tienen, Belgium.

1969 Jun 12-14 **Munich (Germany Fed Rep)**
Int Marketing Fed. Seminar on marketing strategy and economic development. P: 100.
 Via Larga 9, 20122 Milano, Italy.

1969 Jun 16-20 **Laguna (Philippines)**
Int Rice Research Institute / Asian-Pacific Weed Science Soc. 2nd Asian-Pacific weed interchange.
 Dr Marcos R Vega, University of the Philippines, College of Agriculture Dept. of Agricultural Botany College, Laguna.

1969 Jun 19-23 **Luxemburg (Luxembourg)**
Int Academy of the History of Medicine. General assembly and congress on the history of medicine. P: 250.
Kongress-Büro Pharmaziegeschichte Syndicat d'Initiative et de Tourisme, Place d'Armes, Luxembourg.
Report: Herbert Hügel, Postfach 40, 7 Stuttgart 1 Germany Fed Rep.

1969 Jun 23-27 **Boulder (Col., USA)**
Int Asn of Geodesy. Symposium on electronic distance measuring and atmospheric refraction.
Brig E W Denison, Directorate of Military Survey, Ministry of Defence Elmwood Avenue, Feltham, Middx, UK.

1969 Jun **Leningrad (USSR)**
Int Asn of Meteorology and Atmospheric Physics / World Meteorological Org. Symposium on physical and dynamic climatology.
Dr W L Godson, Meteorological Office, 315 Bloor Street West, Toronto 5, Ontario, Canada.

1969 Jun **Trieste (Italy)**
Int Asn of Geodesy. Symposium on mathematical geodesy.
Prof A Marussi, Istituto di Geodesia e Geofisica, Via dell'Universita 7, Trieste.

1969 Jul 4-8 **Cortina d'Ampezzo (Italy)**
Int Union of Pure and Applied Chemistry. 25th conference and symposium.
2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford, UK.

1969 Jul 6-12 **Oxford (UK)**
Int Council of Monuments and Sites. 11th general assembly. Theme: **tourism** and monuments. P: 200. (Exhib).
O J Weaver, Room 121, Cecil Chambers, 76-86 Strand, London WC2, UK.
Report: ICOMOS, Paris, Jul 1971.

1969 Jul 12-21 **Boston (Mass., USA)**
Int Asn for Liberal Christianity and Religious Freedom. 20th congress. Theme: **encounter with change** P: 2000.
Unitarian Universalist Asn, 25 Beacon Street, Boston, Mass 02108.
Report: UUA / IARF, New York.

1969 Jul 15-19 **Birmingham (UK)**
Int symposium on nuclear magnetic resonance spectroscopy.
The Chemical Society, Burlington House, London W1, UK.

1969 Jul 24-30 **Berne (Switzerland)**
Int Council on Social Welfare. 5th European symposium. Theme: **social welfare** in integrated development — new approaches for the 1970's in Europe. P: 250-300.
Miss Simone Crapuchet, 5 rue Las Cases, 75-Paris 7e, France,
Report: The Council, Paris, Jan 1970.

1969 Jul 29-Aug 1 **Boston (Mass., USA)**
Int Soc of Internal Medicine. 11th congress. P: 1500.
Dr Richard A Kern, Temple University Hospital, 3401 N Broad St, Philadelphia 40, Pa, USA,

1969 Aug 21-18 **Helsinki (Finland)**
Boy Scouts World Bureau. 22nd world conference.
Suomen Partioikäjäjestö Hämeent 10, Helsinki, Finland.

1969 Aug 25-30 **Copenhagen (Denmark)**
Int Fed of Library Asns. 35th Council meeting. P: 350. (Exhib).
Danmarks Biblioteksskole, 6, Birketinget, Copenhagen S.

1969 Aug 29-Sep 5 **Montreal (Canada)**
Int Asn of Universities. 5th general conference. P: 500.
6 rue Franklin, 75-Paris 16e, France.

1969 Aug 31-Sep 7 **Sofia (Bulgaria)**
Int Asn of Geodesy. Symposium on geodetical calculations in continental networks.
Prof Hristow, Académie Bulgare des Sciences, 7 rue 7 Novembri Sofia.

1969 Sep 1-12 **Madrid (Spain)**
Int Asn of Geomagnetism and Aeronomy. Symposium on aeronomic ionization processes including aurora and airglow.
L R Alldredge, ESSA Research Laboratories, Boulder, Colorado 80302, USA.

1969 Sep 1-12 **Madrid (Spain)**
Int. Asn of Geomagnetism and Aeronomy / Int Scientific Radio Union. Symposium on the comparison of the magnetospheric behaviour with ground observations and new in-dices of geophysical activities.
Dr L R Alldredge, ESSA Research Laboratories, Boulder, California 80302, USA.

1969 Sep 1-13 **Madrid (Spain)**
Int Asn of Geomagnetism and Aeronomy. Symposium on geomagnetic secular change.
E Thellier, Laboratoire de Géomagnétisme du Parc Saint-Maur, 4 avenue de Neptune, 4-Saint-Maur-des-Fosses, France.

1969 Sep 2 **Madrid (Spain)**
Int Asn of Seismology and Physics of the Earth's Interior. Symposium on magnitudes.
Prof J P Rothe, 5 rue René-Des-cartes, 67-Strasbourg, France.

1969 Sep 2-12 **Geneva (Switzerland)**
Int Institution for Production Engineering Research. Int congress. P: 200.
André Mottu, 1253 Crêtes-Vandoeuvres, Switzerland.

1969 Sep 3 **Madrid (Spain)**
Int Asn of Seismology and Physics of the Earth's Interior. Symposium on geothermal problems.
Prof J P Rothé, 5 rue René-Descartes 67-Strasbourg, France.

1969 Sep 2-8 **Leningrad (USSR)**
Int Council of Monuments and Sites. Meeting of experts
Theme: the role of historical monuments in society. P: 40.
Haltourine, Kozitsky 5, Moscow K 9. USSR.
Report: ICOMOS, Paris, Sep 1970.

1969 Sep 4-6 **Madrid (Spain)**
Int Union of Geodesy and Geophysics: Upper Mantle Cmt /
Int Asn of Seismology and Physics of the Earth's Interior.
Symposium on the structure of inland and continental seas.
Prof J P Rothé, 5 rue René-Descartes 67-Strasbourg,
France.

1969 Sep 7-13 **Cambridge (UK)**
Int Asn of Scientific Hydrology. Symposium on the hydro-
logy of glaciers.
L J Tison, 61 Braamstraat, Gentbrugge, Belgium.

1969 Sep 7-13 **Oxford (UK)**
Int Asn of Volcanology and Chemistry of the Earth's Interior.
Symposium on volcanoes and their roots.
Prof E A Vincent, Dept of Geology and Mineralogy,
University of Oxford, Parks Road, Oxford.

1969 Sep 8-9 **Madrid (Spain)**
Int Asn of Geomagnetism and Aeronomy / Int Asn of
Seismology and Physics of the Earth's Interior. Multidiscip-
linary studies of unusual regions of the upper mantle.
L R Allredge, ESSA Research Laboratorie Boulder,
Colorado 80302, U.S.A.

1969 Sep 8-10 **Parma (Italy)**
European Asn of Veterinary Anatomists. Annual general
assembly.
Prof. Dr Scaccini, Istituto degli animali domestici
del Università di Parma, Localita Cornocchin 43.100,
Parma.

1969 Sep 8-13 **Bucharest (Rumania)**
Int Touring Alliance. 3rd int congress. Theme: individual or
organized travel and holidays, today and tomorrow.
P: 500.
Iordachescu, Automobil Clubul Roman, 27 Strade
N Beloianis, Bucharest 22.
Report: The Alliance, Geneva, Beg 1970.

1969 Sep 8-13 **Heidelberg (Germany Fed Rep)**
Int Asn of Meteorology and Atmospheric Physics. Sym-
posium on atmospheric trace constituents and atmospheric
circulation.
Dr E A Martell, National Center for Atmospheric
Research, Boulder, Colorado 80301, USA.

1969 Sep 10-11 **Madrid (Spain)**
Int Asn of Geomagnetism and Aeronomy / Int Asn of
Seismology and Physics of the Earth's Interior. Symposium
on the geophysical studies on the evolution of the earth's
interior.
L R Allredge, ESSA Research Laboratories, Boulder,
Colorado 80302, USA.

122 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1969, No 2

BOURDALOUE
Confiseur
FOUASSIER ROGER

PÂTISSERIE - CONFISERIE - GLACES

7, rue Bourdaloue - PARIS (9^e)
Tél. : 878 32-35

Succursale : STOHRER
51, rue Montorgueil - PARIS (2^e)
Tél. : 488 38-20

•

Sa Pâtisserie de première qualité
avec toutes ses spécialités 1900.
Introuvable en France.

•

Sa Chocolaterie Maison
Ses formidables Truffes à 12 F les 500 Gr.

•

Ses Glaces aux fruits naturels
de première qualité
avec ses spécialités 1900.

•

Son merveilleux Lunch à 6 F par personne.

•

Lunchs, Réceptions et Livraisons
PARIS et BANLIEUE
PRIX IMBATTABLES

1969 Sep 11-12 Madrid (Spain)
Int Asn of Geomagnetism and Aeronomy / Int Asn of Seismology and Physics of the Earth's Interior. Symposium on earthquake mechanics.
L R Allredge, ESSA Research Laboratories, Boulder, Colorado 80302, USA.

1969 Sep 15-18 München (Germany Fed Rep)
Int Linen and Hemp Cnfrd. 20th annual congress.
37 rue de Courcelles, 75-Paris 8e, France.

1969 Sep 17-22 Tokyo (Japan)
Int Asn of Scientific Hydrology / United Nations Educational, Scientific and Cultural Org. Symposium on land subsidence and hydrology.
L J Tison, 61 Braamstraat, Gentbrugge, Belgium.

1969 Sep 18-20 Prague (Czechoslovakia)
1969 Sep 22-24 Vienna (Austria)
Int Asn of Meteorology and Atmospheric Physics. 7th int conference on condensation and ice nuclei.
Dr J Podzimek, Institute for physics of the atmosphere - CSAV, Bocni II, Praha-Sporilov.

1969 Sep 22-29 Santiago (Chile)
Christian Family Movement. Continental (three Americas) meeting. Theme: those who marry, today. P: 1500.
Flavio y Maria A. Traverso, Santa Monica 2338, Santiago.
Report MFC, Santiago.

1969 Sep 23-25 Frankfurt (Germany Fed Rep)
Int Micrographie Congress. 3rd int congress. Theme: microfilm technology and applications and information storage and retrieval (Exhib).
Walter Schepffel, 3MCo, Dusseldorf, Germany Fed Rep.
Report: Jan, 1970.

1969 Sep 25 Buenos Aires (Argentina)
Int Cardiovascular Soc / Int Soc of Surgery. Joint symposium. Theme: cardiovascular surgery in old age.
Av. Pueyrredon 1751, Buenos Aires.

1969 Sep 25-27 Buenos Aires (Argentina)
Int Cardiovascular Society. 9th int congress. Theme: cardiovascular diseases and surgery. P: 1500-2000.
Av. Pueyrredon 1751, Buenos Aires.
Report: Minerva Medica, Turin, Apr 1970.

1969 Oct 4-8 Düsseldorf (Germany Fed Rep)
Int Soc of City and Regional Planners. Assembly. Inter-gradation of public transport and town-planning. P: 100.
H W Draesel, Burgplatz 2, Düsseldorf.

1969 Oct 8-17 Noumea (New Caledonia)
South Pacific Commission. 9th South Pacific conference.
P O Box 9, Noumea, New Caledonia.

1969 Oct 12-15 Tokyo (Japan)
Int Iron and Steel Institute. 3rd annual meeting.
8 Place du Champ de Mars, Brussels 5.

1969 Oct 13-19 Paris (France)
Int Vine and Wine Office. General assembly and technical commissions. Theme: administrative, vine and wine questions. P: 150.
11 rue Roquépine, 75-Paris 8e, France.

1969 Oct 19-24 Noumea (New Caledonia)
South Pacific Commission. 32nd session.
P O Box 9, Noumea.

1969 Oct 20-21 Montpellier (France)
Int Vine and Wine Office. Symposium on the high cultivation of the vine. P: 50.
11 rue Roquépine, 75-Paris 8e, France.

1969 Oct 22-25 Montpellier (France)
Int Vine and Wine Office. Int conference. Theme: the mechanisation and motorisation of viticulture. P: 50.
11 rue Roquépine, 75-Paris 8e, France.

1969 Oct 25-Nov 1 Koblenz (Germany Fed Rep)
Int Asn of Scientific Hydrology. Symposium on hydrometrics.
L J Tison, 61 Braamstraat, Gentbrugge, Belgium.

1969 Oct 30-Nov 1 Geneva (Switzerland)
Int Union for Child Welfare. General assembly. P: 500.
Daniel Gos, 13 rue Verdaine, Geneva.

1969 Oct Prague (Czechoslovakia)
Int Asn of Geodesy. Symposium on dynamic geodesy.
Académie des Sciences Tchécoslovaques, Milan Bursa. Research Institute of Geodesy, Politickýk Veznu 12, Prague I.

1969 Nov 12-13 London (UK)
Int Asn for the Physical Science of the Ocean. Symposium on sea floor rocks.
Dr A Maxwell, Woods Hole Océanographie, Institution, Woods Hole, Mass 0254, USA.

1969 Dec 7-13 Copenhagen (Denmark)
Lutheran World Fed, Executive Cmt meeting.
750 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1970 Feb 19-20 Brussels (Belgium)
Int Institute for Sugar-Beet Research. 33rd winter congress. Theme: soil, fertilization, development of feeding roots and residues of chemicals in sugar beet byproducts. P: 150.
O J Kint, Beauduinstraat 150, Tienen, Belgium.

1970 Mar 31-Apr 3 Cambridge (UK)
Int conference on the yield, deformation and fracture of polymers.
M J Folks, H H Wills Physics Laboratory, Royal Fort, University of Bristol, Bristol BS8 1TL, UK.

1970 Mar (Canary Islands)
European Fed of Corrugated Container Manufacturers. 11th congress. P: 600-800.
90 rue d'Amsterdam, 75-Paris 9e, France
Report: FEFCO, Paris, Sep 1970.

YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

1968-1969

12th edition

DESCRIPTION

The Yearbook of International Organizations provides information on all international organizations of :

- every category including :
 - 300 official organizations (established by agreement between governments)
 - 2,700 non-governmental organizations (councils, federations, groups, commissions, standing conferences, associations, organizations, alliances, etc)

The 4252 organizations listed in 1,220 pages cover :

- every field of activity including :
 - science, commerce, social welfare, education, technology, bibliography, press, international relations, politics, economics, finance, trade unions, professional associations, transport, sport, humanities, health, etc.

Definitions are as broad as possible, so that :

- international includes :
 - all geographical and political regional groupings of African, Asian, American, Caribbean, Pacific, Scandinavian, European (and other) organizations.

SECTIONS USED

The 28,000 entries are arranged in 6 sections :

- I — Classified list of organizations (with a perpetual numbering system to facilitate comparison of organizations between editions). This gives details of the members of organizations. There are 26 main groups of organizations.
- II — Geographical index of organizations listing addresses of organizations by continent, country and town.
- III — French keyword and title index to assist French language readers and to facilitate location of international organizations with French language titles.
- IV — Dictionary of international organizations which is the main part of the Yearbook. It contains the descriptive entries on each organization, cross-references (keywords, initials, officers), and abbreviations.

NEW SECTIONS introduced for the first time are :

- V — Preliminary list of multinational business corporations. This is the first published list of a controversial new category of international organizations (600 business enterprises are included). There has been much discussion about these organizations since the last edition of the Yearbook.
- VI — List of institutes, schools and study centres of international relations
105 bodies concerned with the study of international relations are listed.
No other such list is currently available.

**THE ONLY DETAILED REFERENCE BOOK ON ALL
INTERNATIONAL ORGANIZATIONS**

Endorsed by the United Nations.

THE YEARBOOK IS USED BY :

universities	embassies, consulates
governments	travel agents
corporations	international organizations
public libraries	interpreters
radio, TV networks	hotels
airlines	research institutes
convention centres	learned societies
state libraries	industrial firms

Because :

THE YEARBOOK CAN BE USED FOR LOCATING :

Addresses : main and secondary - of all organizations.

Organizations — by subject or keyword group,
— by town or country of offices,
— by name of principal officers,
— by initials or abbreviations of the titles
in common use.

Members of organizations.

Meetings of organizations.

Publications of organizations.

Details for each organization on :

Finance, Aims, Activities, Structure, History, Consultative status with United Nations, Relations with other organizations.

INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

International organizations are not all intergovernmental bodies like the United Nations. There are many international organizations of a private or non-governmental character. These are the meeting point of national non-profit, scientific, commercial, medical, and other organizations and individuals, including voluntary bodies interested in the international exchange of specialized information and the coordination of programs.

Little published information is available on the existence or work of these despite the recognized importance of their activities for governmental agencies, national and other organizations in every country.

20 Years ago there were only 650 organizations of this type. They held 1,500 meetings per year. 10 years ago the estimated total of the budget of the 1,255 existing organizations was S 630 million. In 20 years time it is estimated that there will be 8,000 international organizations.

The activities and meetings of these organizations generate information of vital importance to national organizations. The only way of systematically keeping in touch with these developments is through a regularly updated, reliable reference book.

NOW AVAILABLE !

ORDER - COMMANDE - BESTELLUNG

for

YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS
1968-1969 (12th edition)

Price : US \$24.00; UK £9.00; BF 1,100; FF 110; SF 96.

Send this form to your bookseller, acquisitions department or directly to our address below.

EITHER :

THIS EDITION ONLY

Please supply copy/ies
of the :

Yearbook of International Organizations 1968-1969

OR :

STANDING ORDER

Please supply copy/ies of each edition
of the :

Yearbook of International Organizations starting
with the 1968-1969 edition.

Name

Address

Signed

Date

Please invoice/bill me/us

Remittance for enclosed.

Department YB/A

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

1, rue aux Laines, BRUSSELS 1 (Belgium)

YEARBOOK OF INTERNATIONAL CONGRESS PROCEEDINGS

Meeting Years : 1968-1969

1st edition

SUB-TITLE

Bibliography of papers, reports and proceedings of international meetings held in the years 1960-1967.

WHY A BIBLIOGRAPHY OF REPORTS OF INTERNATIONAL MEETINGS ?

Only a quarter of the published proceedings of international meetings are distributed by professional publishers through normal commercial channels. The great majority of such reports are produced by the national and international organizations responsible for the meetings.

Even if the larger part of these publications come off the press in the two years following the meeting, some of them take 5 years to be finally prepared. During that time the original address of the organization responsible frequently changes. This makes it difficult for librarians and others interested in the results of the meeting to locate the report as it is finally produced. The report title often bears little direct resemblance to the title of the original meeting — which makes the librarian's task almost impossible.

At the same time, the editors of these reports deplore the limited circulation achieved by the fruits of their labours.

For these reasons it was decided that we should supplement our bibliographical work on the activities of international organizations by publishing a bibliography that would bring together all information currently available on reports of international meetings held during the years 1960-67 inclusive.

DESCRIPTION

The new Yearbook of International Congress Proceedings provides a bibliographical listing of all currently available reports of international meetings held during the period 1960-1967, inclusive.

Every category of meeting is covered, including :

governmental and non-governmental —
conferences, symposia, congresses, colloquia, conventions, technical meetings, etc. [The only meeting reports not covered are those of strictly administrative or internal nature.]

The 6,000 meeting reports listed in 700 pages cover :

every field of activity, including ;

science, commerce, technology, bibliography, international relations, transport, humanities, medicine, politics, youth, etc.

Definitions have been kept as broad as possible, so that :

international includes :

all geographical and political groupings of African, Asian, American, Caribbean, Pacific, Scandinavian, European (and other) meetings.

ARRANGEMENT

The bibliography is arranged as follows :

I — Bibliographical description :

The main part of the Yearbook consists of 8,000 bibliographical descriptions of the reports of international meetings. The entries are grouped in chronological order.

II — Author index,

III — English subject keyword index.

IV — Organization title index.

SOURCES OF INFORMATION

Since 1961 we have published a monthly:

Bibliographical current list of papers, reports and proceedings of international meetings. [Launched with financial assistance from the National Science Foundation, U.S.A.]

The bibliographical entries in this series have been completely reprocessed and supplemented to produce the new Yearbook.

Many other sources have been used, including especially the international organizations which were originally responsible for the meeting or the publication of the report.

RESULT

In one convenient volume is assembled the essential bibliographical data on all currently available publications arising out of international organizations' meetings held during the period 1960-1967.

THIS NEW BIBLIOGRAPHY WILL BE USED BY :

university and special libraries,
commercial and industrial libraries,
international organizations,
documentation centres.

AVAILABLE APRIL 1969 !

ORDER - COMMANDE - BESTELLUNG

for

YEARBOOK OF INTERNATIONAL CONGRESS
PROCEEDINGS

Meeting years 1960-1967 (1st edition)

Price : US \$ 20.00; £ 7.6.0; BF 880; FF 88; SF 76.

Send this form to your bookseller, acquisitions department
or directly to our address below.

Please supply copy/ies

of the :

Yearbook of International Congress Proceedings
(1960-1967).

Name

Address

Signed

Date

Please invoice/bill me/us

Remittance for enclosed.

Department YB/A

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

1, rue aux Laines, BRUSSELS 1 (Belgium)

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS, 1969. No 2 127

Published MONTHLY by
 Union of International Associations (founded 1910)
 Annual subscription : \$ 11 or 75/-
 Editor, Administration : 1, rue aux Laines, Brussels 1 (Belgium)
 UK Business Office : Mrs. Fay Pannell,
 11 Whitehall Court, London S W 1.
Advertising Manager : Roger Ranson,
 35, boulevard de la République. Saint-Cloud. 92 France -
 Tél. 605 - 39.78.
 Sole U.K. Advertising Contractors : London & Continental advertising
 limited
 120 Gloucester Road London S W 7. Tel 01-373 3366/7 Cables
 Locotra London S W 7.

MENSUEL publié par
 Union des Associations Internationales - U.A.I., (fondée en 1910)
 Abonnement 1 an : 450 FB. 45 NF. 40 FS.
 Rédaction, Administration : 1, rue aux Laines, Bruxelles 1 (Belgique)
 UK Business Office : Mrs Fay Pannell,
 11 Whitehall Court, London S W 1.
 Délégué Directeur de la Publicité : Roger Ranson,
 35, boulevard de la République. Saint-Cloud. 92 France
 Tél. 605 - 39.78
 Sole U.K. Advertising Contractors : London & Continental advertising
 limited
 120 Gloucester Road London S W 7. Tel. 01 373 3366 7 Cables
 Locotra London S W 7.

COMITE DE DIRECTION — UAI — EXECUTIVE COUNCIL :

President :	President :	Secretary-General :	T KOTARBINSKI, Ancien Président de l'Académie Polonaise des Sciences (Polongne)
F.A. CASADIO, Directeur, Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie);	Georges Patrick SPEECKAERT.	S. RÖKKAN, Director of Research, Chr Michel	
Vice-Presidents :	Vice-Presidents :	Members :	Dr Mohamed Aly RIFAAT (RAU), Secrétaire général de l'Organisation Afro-Asiatique de Coopération Economique;
Sir Ramaswami MUDALIAR, Président India Steamship Company (India);	Th. CAVALCANTI, Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getulio Vargas (Brésil);	Etienne de la VALLEE POUSSIN, Délégué belge à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe (Belgique);	Louis VERNIERS, Secrétaire general honoraire du Ministère de l'Education nationale (Belgique);
Pierre VASSEUR, Secrétaire général honoraire de la Chambre de Commerce international (France);			
Treasurer :	General Treasurer :		
Roland RAINAUT (France).			

Où souscrire votre abonnement et les autres publications de l'UAI :

soit directement à l'UAI, rue aux Laines, 1, Bruxelles 1, Belgique (voir modes de paiement ci-dessous); soit auprès d'un libraire et tout particulièrement en :

ALLEMAGNE (R.F.). Libr. Hans Meschen-dorfer, Hackenstrasse 3/1 Munich 2; Libr. Rudolf Pieper, Wipfstrasse 1/11, 8 Munich; Libr. Alexander Horn, Spiegelgasse 9, 6200 Wiesbaden. — AUSTRALIA. B.C.N. Agencies Pty Ltd, 178 Collins Street, Melbourne, Victoria 3000 - AUTRICHE. Libraire Gerold & C^o, Graben 31, Vienne 1. — BELGIQUE Agence et Messageries de la Presse, rue du Persil, 14-22, Bruxelles 1; Office International de Librairie, avenue Marnix, 30 Bruxelles. — CANADA Davies Book C^o, 3458 Melrose Avenue Montréal. Periodica 512 av. Papineau, Montréal 23; Co-operative Book Centre of Canada Ltd, 125 Bermondsey Road, Toronto 16, Ont - CHILE Libr. Oscar Marin y Cia, Casilla 9812, Santiago. — DENMARK Libr. Jul. Gjellerup, Solvgade 87, Copenhagen K; Libr. Munsk-gård, Norregade 6, Copenhagen K —

ESPAGNE. Pleyade, Duque de Alba 9, Madrid 12. — FINLAND. Akateemine Kirja-kauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki; Rautatiekirjakauppa Oy, Kampinkatu 2, Helsinki 10. — FRANCE. Librairie des Méridiens, boulevard Saint-Germain, 119, Paris 6e; lib. P. Raymann & C^o, rue de Tournon, 17, Paris 6e; Olli-Lib, rue Gay-Lussac, 48, 48, Paris 5e, Libr

Technique & Documentation, rue Lavoisier, 11, Paris 8e. — ISRAEL. Weiss Subscriptions

Libreria Comis, Sansoni, Via Lamarmora 45, Florence; Libr. Ambrogio Raguzzi, Corso Trieste, Rome. — JAPAN. Kokusai Shobo Ltd., 5 Ogawamachi, 3-chome, Kanda, Chiyoda-ku,

nus Nijhoff, Lange Voorhout 9-11. 's-Gravenhage — NORWAY. Libr. Tanum-Cammermeyer, Karl Johansgt. 43, Oslo 1. — PORTUGAL. Librairie Fern, 70 rua Nova do Almada 74, Lisbonne. — SUISSE. Libr. Herbert Lang & C^o, Münzgraben 2, Berne. Libr. Payot, 6 rue Granus, Genève. — SWEDEN. Librairie de la Cour C.E. Fritze, Fredagatan 2, Stockholm 6; Almqvist & Wiksell, Gamla Brogatan 26, 101 20 Stockholm 1. — UNITED KINGDOM. Blackwell's Foreign Dept, Broad Street, Oxford; Wm Dawson & Sons Ltd, Cannon House, Macklin Street, London WC2. — U.S.A. F. W. Faxon Company, Inc, 515 Hyde Park Avenue, Boston, Mass. 02131; International Publications Service, 303 Park Ave. South, New York NY 10010; Stechert Hainier Inc, 31 East 10th Street, New York NY 10003; Ebsco-National Publications Company. P.O. Box 90901, Los Angeles, California 90009.

Where to renew subscriptions and order other UAI publications :

either directly from the UAI, rue aux Laines, 1, Brussels 1, Belgium (methods of payment are shown below) or through any bookseller including the following :

MODES DE PAIEMENT — METHODS OF PAYMENT :

Bruxelles :	Compte chèque postal n°346.99. ou Compte n° 451.651 à la Société Générale de Banque.
Genève :	Compte courant à l'Union des Banques Suisses.
Düsseldorf :	Konto Nr 91097 der Deutsche Bank, Königsallee, 45-47 (Berschänkt konvertierbares DM-Konto).
Nach Runderlass des Deutschen Bundeswirtschaftsministeriums Nr 23/53 können Abonnements gebühren für den Bezug einer Zeitschrift im Postzahlungsverkehr unmittelbar in das Ausland überwiesen werden.	
New York:	Account at the First National City Bank, 55, Wall Street.
Paris :	Compte n° 58.567 à la Banque de l'Union Parisienne, Boulevard Haussmann, 6-8, (C C P de la Banque n° 170,09).
Rome :	Compte courant. Banco di Roma, 307 Via del Corso.
The Hague:	Account 785.330 at R. Mees & Hope, 13, Kneuterdijk.
London :	to Mrs Fay Pannell, 11 Whitehall Court, London SW 1. by crossed cheque payable to Union of International Associations (no application to British Exchange Control necessary)
Barcelona:	Compte n°30/1187/3/B, Banco Exterior de Espana.

or by crossed cheque to the order of the Union of International Associations
 ou par chèque barré à l'ordre de l'Union des Associations Internationales.

Tokyo: Kinokuniya Bookstore Ltd, 826 Tsunohazu 1-chome, Shinjuku-ku, Tokyo. — NETHERLANDS. N.V. Meulenhof-Bruna, Beulingsstraat 2, Amsterdam; Swetz & Zeitlinger, Keizersgracht 487, Amsterdam C; N.V. Marti-

